

Prologue.

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE D.13-0624-A01

PROLOGUE

Société Anonyme au capital de 14 421 368 €

Siège social : Zone d'Activités de Courtabœuf

12, avenue des tropiques - 91940 LES ULIS

382 096 451 R.C.S.EVRY

code APE : 5829 A

Téléphone : +33 (0) 1 69 29 39 39

Télécopie : +33 (0) 1 69 29 90 43

<http://www.prologue.fr>



En application de son règlement général, notamment de l'article 212-13, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le document de référence le 18/09/2013 sous le numéro R.13-0044.

La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 12/12/2013, conformément à l'article 212-13-IV de son règlement général (l'Actualisation) sous le numéro D.13-0624-A01. Elle complète le document de référence enregistré par l'AMF le 18 septembre 2013 sous le n° R.13-044 (le Document de Référence).

Le document de référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

Des exemplaires du Document de Référence de Prologue et de la présente actualisation sont disponibles gratuitement auprès de PROLOGUE - ZA de Courtaboeuf – 12, avenue des tropiques, 91940 Les Ulis,
sur le site internet de PROLOGUE : www.prologue.fr
sur le site de l'AMF : www.amf-france.org

Sommaire

Le présent sommaire est conforme à l'annexe 1 du règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004

1. Personnes Responsables	5
1.1. Responsable du document de référence	5
1.2. Attestation du Responsable du document de référence	5
2. Contrôleurs légaux des comptes	6
3. Informations financières sélectionnées	7
4. Facteurs de risques	8
4.1. Risque de liquidité et continuité d'exploitation	8
4.2. Autres risques	10
4.3. Perspectives d'avenir	10
5. Informations concernant l'Emetteur	12
5.2. Investissements	13
6. Aperçu des activités	14
7. Organigramme	14
8. Propriétés immobilières, usines et équipements	14
9. Examen de la situation financière et résultats	14
9.1. Situation financière	14
10. Trésorerie et capitaux	15
10.1. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	15
10.2. Tableau des flux de trésorerie consolidés	15
10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement	15
10.4. Restriction à l'utilisation des capitaux	15
10.5. Sources de financement attendues	15
11. Recherche et développement	16
12. Informations sur les tendances	17
12.1. Principales tendances	17
12.2. Tendances et événements susceptibles d'affecter l'activité de la société	17
13. Prévisions et estimations de bénéfices	17
14. Organes d'Administration	18
15. Rémunérations et avantages	18
16. Fonctionnement des organes d'Administration et de Direction	18
17. Salariés	19
17.1. Effectifs	19
17.2. Participations et stock-options	20
17.3. Participation des salariés au capital	20
18. Principaux actionnaires	21
19. Opérations avec des apparentés	21
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	22
20.1. Informations financières historiques- comptes sociaux	22
20.2. Information financière pro-forma	22
20.3. Etats financiers historiques – comptes consolidés	22
20.4. Vérification des informations historiques annuelles	22
20.5. Date des dernières informations financières	22
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	22
20.7. Politique de distribution des dividendes	22
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	22
20.9. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	22
21. Informations complémentaires	23
21.1. Capital social	23
21.2. Actes constitutifs et statuts	25
22. Contrats importants	26

23.	Informations provenant de tiers, déclaration d'experts et déclaration d'intérêts	26
24.	Documents accessibles au public	27
25.	Informations sur les participations	28
26.	Liste des annexes	29
26.1.	Rapport financier du 1 ^{er} semestre 2013	30
26.2.	Note complémentaire	69
26.3.	Communiqués de presse significatifs	70
26.4.	Glossaire	76

Avertissement de lecture : les chapitres qui ne font l'objet d'aucune modification substantielle renvoient aux mêmes chapitres du Document de référence R.13-0044 enregistré le 18 septembre par l'Autorité des marchés financiers.

Les termes techniques employés sont définis dans le glossaire en page 74 du présent document.

1. Personnes Responsables

1.1. Responsable du document de référence

Monsieur Georges SEBAN : Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de PROLOGUE SA.

1.2. Attestation du Responsable du document de référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre 26.1 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Cette lettre contient l'observation suivante :

L'Actualisation A01 du Document de référence intègre des informations financières consolidées établies à la date du 30 septembre 2013 sur lesquelles nous n'avons procédé à aucune diligence relevant d'un audit ou d'un examen limité, et par conséquent nous n'avons émis aucun rapport ni attestation sur lesdits comptes. Nos travaux d'analyse relatifs aux comptes établis au 30 septembre 2013 se sont ainsi limités à une revue de leur cohérence globale au regard (i) de notre connaissance du Groupe et de son processus de préparation des comptes consolidés, (ii) ainsi qu'à des échanges intervenus avec la Direction sur les événements survenus depuis le 1er juillet 2013, et nous n'avons, sur cette base, mis en évidence ni anomalie ni incohérence particulière

Les informations financières historiques présentées dans cette actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en page 64, qui contient les observations suivantes :

- L'incertitude relative à la "continuité d'exploitation" exposée en annexe :
 - dans le paragraphe introductif de la note 3 intitulée "Résumé des Principes comptables", précisant que le maintien de ce principe de base est subordonné au respect des mesures mises en œuvre et des perspectives d'avenir évoquées en note 8.4.
 - dans la note 8.4. intitulée "Perspective d'avenir et continuité d'exploitation" relative à la présentation des objectifs stratégiques fixés, aux difficultés financières rencontrées au 1^{er} semestre 2013 et aux mesures correctives envisagées pour y remédier.
- La note 3.18 de l'annexe intitulée "Evaluation des dettes étalées dans le cadre du plan de continuation" exposant la présentation qui en a été faite dans les comptes arrêtés au 30 juin 2013.

Fait aux Ulis, le 12 décembre 2013



Georges SEBAN

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de PROLOGUE SA

Responsable de l'information financière

Monsieur Georges SEBAN – Président Directeur Général

PROLOGUE - ZA de Courtaboeuf - 12 Avenue des Tropiques - 91940 – LES ULIS

Tel : 01 69 29 39 16 - Fax : 01 69 29 39 69

2. Contrôleurs légaux des comptes

Se référer au chapitre 2 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

3. Informations financières sélectionnées

Comptes consolidés

Les données sont établies selon les normes IFRS et sont issues des comptes audités.

(en milliers d'euros)

	1S2013	1S2012	Variation 1S2013/1S2012	2012
CHIFFRE D'AFFAIRES	9 810	10 308	-4,8%	21 435
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(560)	(1 003)	44,2%	(759)
RESULTAT OPERATIONNEL	(793)	2 229	-135,6%	5 669
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	(1 045)	1 993	-152,4%	2 001
CAPITAL	12 035	8 637	39,3%	8 637
CAPITAUX PROPRES	(4 159)	(8 417)	50,6%	(6 463)
EMPRUNTS et DETTES FINANCIERES à long terme	1 953	2 158	-9,5%	2 161
AUTRES PASSIFS NON COURANTS	4 892	6 662	-26,6%	5 054
EMPRUNTS et DETTES FINANCIERES à court terme	2 518	2 296	9,7%	3 240
AUTRES PASSIFS COURANTS	10 175	11 741	-13,3%	12 734
TOTAL ACTIF NON COURANT	8 826	8 523	3,6%	8 645
TOTAL DE L'ACTIF	15 379	14 440	6,5%	16 726
FLUX DE TRESORERIE :				
FLUX NET GENERE/(REQUIS) PAR L'ACTIVITE	(2 651)	(343)*	-672,9%	(2 420)
FLUX NET GENERE/(REQUIS) PAR LES OPERATIONS DE INVESTISSEMENTS	(431)	(240)	-79,6%	(182)
FLUX NET GENERE/(REQUIS) PAR LES FINANCEMENTS	2 660	1 165	128,3%	3 448
Trésorerie d'ouverture	(1 280)	(2 134)	40,0%	(2 134)
Trésorerie de clôture	(1 712)	(1 549)	-10,5%	(1 280)
Nombre d'actions à la clôture	12 034 976	6 666 546	80,5%	8 636 844
Nombre moyen pondéré d'actions	10 213 878	6 666 546	53,2%	6 264 078
Nombre moyen pondéré d'actions (après la prise en compte d'instruments dilutifs)	17 605 542	6 666 546	164,1%	9 662 210
Résultat par action (en euro)	(0,10)	0,30	-133,3%	0,32
Résultat dilué par action (en euro)	(0,06)	0,30	-120,0%	0,21
Effectif à la clôture	226	232	-2,6%	230

* dont 3 431 K€ de produit exceptionnel provenant de la liquidation de Prologue Italy

4. Facteurs de risques

La présente section de l'actualisation présente une mise à jour des facteurs de risques.

4.1. Risque de liquidité et continuité d'exploitation

Risque de liquidité

Le Groupe considère que son niveau d'activité suffira à financer l'ensemble de ses besoins de fonds de roulements (cf.annexes aux comptes § 5.1.15 à 5.1.21).

A cette fin, le Groupe dispose des moyens suivants :

- Lignes de crédit : en Espagne, le Groupe dispose de lignes de crédit (formalisées par des contrats spécifiques signés devant notaire), à hauteur de 2,2 millions d'euros, utilisées à hauteur de 1,9 million d'euros, au 30/09/2013,
- Subvention CloudPort : la subvention relative à la phase 2 du projet pour un montant de 340 K€ qui a été versée courant septembre ; ce versement est inférieur à celui qui était attendu par la société du fait de la mise en jeu d'un plafond des dépenses prévu contractuellement,
- Crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité estimés au titre de l'année 2013 à 350 K€,
- Encours d'affacturage au 30 septembre : Le Groupe dispose d'un en-cours d'affacturage utilisé à hauteur de 548 K€ (80% des créances clients émises en France sont affacturées). Cet encours est assorti s'une garantie de 10% avec un minimum de 80 K€ ; la garantie retenue est remboursée lors du règlement des créanciers. Il n'y a pas de montant maximum ; le montant des créances mobilisables évolue en fonction du chiffre d'affaires de la société,
- Trésorerie disponible du Groupe qui s'élève à 3,2 M€ au 22 novembre 2013

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Continuité d'exploitation – Situation de fonds de roulement net

Dans le cadre du Plan de Continuation modifié par le jugement du Tribunal de Commerce d'Evry, en date du 5 décembre 2011, le Groupe a assuré le remboursement , en 2012 et 2013, des échéances de Novembre 2011, Février 2012, Septembre 2012 et Novembre 2012 ; les échéances financières du Plan restant sont celles de :

(en K€)			
Novembre 2013	Novembre 2014	Novembre 2015	TOTAL
1 882	2 453	2 476	6 811

En accord avec la Commissaire à l'Exécution du Plan, la Société a circularisé en septembre un plan de règlement de ses échéances comportant deux modalités ;

- conversion des créances au capital de la société Prologue moyennant un prix de souscription d'actions égal à la moyenne des cours de clôture des 60 jours de bourse précédant la date du jugement qui aura adopté la requête en modification du Plan.

Ce prix aura pour valeur plancher 1 euro et ne pourra pas présenter une décote supérieure à 10% de la moyenne des 3 derniers cours de clôture précédant la date du jugement qui aura adopté le requête en modification du Plan.

- aux créanciers refusant la conversion, il sera proposé un règlement sur 10 ans, de Novembre 2014 à Novembre 2023.

L'administration fiscale a indiqué par écrit à Prologue qu'elle ne s'opposerait pas à une demande de prolongation sur 10 ans de sa créance à hauteur de 3 134 K€ soit 92 % des dettes fiscales du RJ. Suite à la circularisation de la requête de modification du plan, deux caisses de retraite ont répondu favorablement à l'étalement de 100% de leur dette soit 324,2 K€.

Compte tenu des réponses favorables à l'étalement de la dette sur 10 ans de l'administration fiscale et de deux caisses de retraite ainsi que de la conversion en actions d'autres créances (195 K€), le tableau ci-après présente un échéancier indicatif sur 3 ans :

	TOTAL	Nov-2013	Nov-2014	Nov-2015	Echéances futures (2016-20123)**
Nouvelles échéances échelonnées sur 10 ans	4 766 931	-	474 848	474 848	3 798 784
Echéances actuelles conservées suite au refus	1 848 558	512 926	664 460	671 172	
Nouvelles échéances (*)	6 615 489	512 926	1 139 308	1 146 020	3 798 784

(*) Echéances hors créances converties en actions de 195 K€

(**) Les échéances de 2016 à 2023 correspondent aux dettes pour lesquelles l'étalement sur 10 ans a été accepté et seront toutes identiques (474 848 € par an).

Le Groupe dispose actuellement d'un fonds de roulement net consolidé suffisant au regard de ses obligations pour les douze prochains mois, y compris le paiement de l'échéance de novembre 2014.

L'échéance de novembre 2013 sera ramenée, en tenant compte des informations transmises par le Tribunal le 13 novembre 2013, de 1,8 million d'euros à 513 Keuros.

Concernant l'échéance de novembre 2013 relative au Plan de continuation qui s'élèvera à un montant maximum de 513 Keuros, compte tenu des informations transmises par le Tribunal le 13 novembre 2013, le Groupe dispose actuellement des fonds suffisants pour procéder à son paiement. Le règlement de l'échéance de novembre 2013 sera complètement effectué après réception du jugement du Tribunal de Commerce sur la requête présentée le 18 septembre 2013, à ce jour 251 K€ ont déjà été réglés, correspondant au montant des créances des créanciers qui ont répondu négativement à la demande de modification du plan et qui ont demandé le règlement de leurs créances.

L'échéance de novembre 2014 relative au Plan de continuation qui s'élèvera à un montant maximum de 1 139 Keuros sera réglée sur les fonds propres du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe pourrait voir encore ses capacités financières se renforcer. Il est ainsi en négociation avancée avec des fonds d'investissement en vue d'aboutir à la signature d'une Equity Line.

De plus, au 22/11/2013, 1 399 930 BSAA sont encore en circulation et exerçables à tout moment au prix de 1 euro par action.

Capitaux propre et endettement

La situation des capitaux propres et de l'endettement financier net consolidé de la Société au 30 septembre 2013, établie selon le référentiel IFRS et conformément aux recommandations de l'ESMA (European Securities Market Authority) de mars 2011 (ESMA/2011/81, paragraphe 127), est présentée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Au 30 septembre 2013
Total des dettes courantes	10 972
- Faisant l'objet de garanties (crédit bail immobilier)	109
- Faisant l'objet de nantissements - privilèges	
- Dettes financières	2 055
- Dettes fournisseurs	2 149
- Dettes sociales et fiscales	4 186
- Autres dettes	2 474
Total des dettes non courantes	6 770
- Faisant l'objet de garanties (crédit bail immobilier)	1 343
- Faisant l'objet de nantissements - privilèges	
- Dettes financières	637
- Dettes fournisseurs	670
- Dettes sociales et fiscales	3 041
- Autres dettes	1 079
Capitaux propres - part du Groupe	(2 865)
Capital social	11 136
Primes	
Réserve légale	
Autres réserves	55
Report à nouveau	
Réserves consolidées	(12 626)
Résultat consolidé - part du groupe	(1 430)

Le tableau des capitaux propres est arrêté au 30/09/2013 et n'intègre pas le rééchelonnement des dettes (principalement TVA et Caisses de retraite)

Analyse de l'endettement financier net (en milliers d'euros)	Au 30 septembre 2013
A. Trésorerie	1 087
B. Equivalent de trésorerie	62
C. Titres de placement	
D. Liquidités (A+B+C)	1 149
E. Créances financières à court terme	
F. Emprunts bancaires à court terme	1 959
G. Dettes fiscales, sociales et fournisseurs moratoriées - dettes crédit bail - compte courant actionnaire	205
H. Dettes envers le factor	
I. Dettes financières à court terme (F+G+H)	2 164
J. Endettement financier net à court terme (I - D)	1 016
K. Lignes de crédit et emprunts bancaires à plus d'un an	0
L. Autres dettes à plus d'un an	531
M. Dettes fiscales, sociales et fournisseurs moratoriées - dettes crédit bail - compte courant actionnaire	1 449
N. Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)	1 980
O. Endettement financier net (J + N)	2 996

A la date de publication de la présente Actualisation, il n'existe aucune dette indirecte ou inconconditionnelle.

Aucun changement significatif susceptible d'affecter le montant de l'endettement financier net à moyen et long terme et le montant des capitaux propres hors résultat de la période n'est intervenu depuis le 30 septembre. En revanche l'échéancier du plan de continuation a été modifié à la suite de la circularisation d'un nouveau plan de règlements en septembre 2013 (plan proposant une conversion ou étalant sur 10 ans les dettes). Au 22/11/2013, 3 688 777 BSAA supplémentaires ont été exercés augmentant ainsi la trésorerie nette court terme de 3 689 K€ (cf paragraphe 5.1.1).

Au 22/11/2013, le montant de trésorerie disponible du Groupe s'élève à 3 211 K€.

4.2. Autres risques

- Risque lié à l'absence d'exercice des BSAA

Le risque lié à l'absence d'exercice des BSAA pourrait être, dans l'hypothèse où la société ne pourrait dégager un cash-flow positif suffisant, de ne pas pouvoir payer les échéances 2015 et suivantes.

- Risque de dilution significative

Au 22/11/2013, 1 399 930 BSAA (ISIN FR0011198175) exerçables au prix de 1€ jusqu'en mars 2019 sont détenus par les actionnaires de Prologue. En cas d'exercice à 100%, ces BSAA représenteraient :

- une dilution de 7,21 %, (sur la base des 18 026 710 actions composant le capital social du groupe à la date de la présente actualisation et des 1 399 930 BSAA supplémentaires exercés) pour les actionnaires,
- une augmentation de capital en numéraire de 1,4 M€ pour le groupe.

D'autre part, ce risque est d'autant plus grand que d'autres titres seront émis dans le cadre de l'equity line et de la future émission de BSAAR et de l'attribution de stock-options

- Risque lié aux flux de trésorerie

Les flux générés par l'activité sont négatifs depuis deux exercices et rendent la société dépendante des financements externes. Depuis mars 2012, les actionnaires soutiennent la société et ont permis de réaliser une augmentation de capital importante. L'émission de nouveaux bons contribuera à renforcer la trésorerie de la société et lui permettra de réaliser avec succès la migration d'activité engagée depuis deux ans. Il convient de noter que sur les quatre derniers exercices, le flux de trésorerie relatif à l'activité, n'a été qu'une seule fois positif (en 2010) et que celui-ci est négatif sur le 1^{er} semestre 2013.

4.3. Perspectives d'avenir

- Perspectives d'avenir

Au cours des prochains exercices PROLOGUE entend poursuivre les 3 objectifs stratégiques qu'elle s'est fixé :

Devenir un acteur de référence mondial dans les technologies liées au Cloud Computing et pour lesquelles elle contribue à de nombreux projets de recherche internationaux particulièrement prometteurs. Les premiers produits basés sur ces nouvelles technologies pourraient ainsi être commercialisés au cours du second semestre 2013. C'est ainsi que le Groupe commercialisera en décembre 2013, en France, en Espagne et aux Etats-Unis la nouvelle version de son produit Use it Messaging (version 9) qui permet l'utilisation de ce produit dans le Cloud. A ce jour, 12 décembre 2013, cette commercialisation a débuté auprès d'une dizaine de prospects importants en France, Espagne et Etats Unis ; la société

escompte que la base installée en Use It Messaging V8 bascule en grande partie en Use It Messaging V9. Aucune commande ferme n'a été formalisée à ce jour.

Dans le cadre des développements des projets de recherche sur le Cloud (cf. chapitre 11 du Document de Référence et chapitre 11 de l'Actualisation), avec une approche Open Source, PROLOGUE est exposé à une communauté internationale qui assure à ses travaux une grande visibilité. Le lancement des services Cloud, résultant de ces projets, bénéficieront de ce momentum, et faciliteront le rôle d'acteur de référence mondial. Par ailleurs, les actions marketing prévues viseront les USA comme marché cible, et qui est reconnu comme étant le marché le plus important et le plus avancé dans ce domaine. Toute reconnaissance par ce marché d'un service innovant, aidera à jouer le rôle mondial en question.

- Accroître sa présence à l'international à travers sa filiale Espagnole Alhambra-Eidos pour offrir à terme une ouverture mondiale à ses produits. Plusieurs projets de croissance externe et de création de filiales sont actuellement à l'étude notamment en Espagne et au Brésil ; les projets sont actuellement étudiés avec le concours d'investisseurs espagnols.
- Poursuivre le renforcement de ses ressources pour accélérer la sortie par le haut de son plan de continuation.

5. Informations concernant l'Emetteur

Se référer au chapitre 5 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

5.1.1. Evènements importants dans le développement des activités de l'émetteur

Les évènements significatifs dans l'évolution récente de Prologue et le développement de son activité sont présentés de manière chronologique pour la période couverte par le présent document de référence.

2013

- Augmentation du capital par exercices de BSAA (22 novembre) portant le capital à 14 421 368,00 € €,
- Augmentation du capital par exercices de BSAA (14 novembre) portant le capital à 14 245 531,20 €,
- Augmentation du capital par exercices de BSAA (13 septembre) portant le capital à 11 136 044,80 €,
- Réduction du capital (10 septembre) motivée par des pertes par voie de minoration de 0,20 € du nominal des actions en circulation.

Le tableau ci-après récapitule les levées de fonds constatées sur l'exercice 2013

Périodes d'exercice	Date du CA constatant ces exercices	Nombre BSABSAA exercés sur la période	Nombre BSAA exercés sur la période	Produit des exercices	Nombre (cumul) des BSAA exercés	Nombre de BSAA restant en circulation
Du 05/03/2012 au 26/04/2012	26/04/2012	1 569 901	3 635	1 573 536	3 635	6 556 147
Du 27/04/2012 au 07/06/2012	07/06/2012	101 932	1 197	103 129	4 832	6 656 882
Du 08/06/2012 au 04/12/2012	04/12/2012	742 293	1 228 005	1 970 298	1232 837	6 171 170
Du 05/12/2012 au 01/02/2013	01/02/2013	869 294	791 648	1 660 942	2 024 485	6 248 816
Du 02/02/2013 au 08/04/2013	08/04/2013	1 440 019	297 171	1 737 190	2 321 656	7 391 664
Du 09/04/2013 au 13/09/2013	13/09/2013	Na	1 885 080	1 885 080	4 206 736	5 506 584
Du 14/09/2013 au 14/11/2013	14/11/2013	Na	3 886 858	3 886 858	8 098 594	1 619 726
Du 15/11/2013 au 22/11/2013	22/11/2013	Na	219 796	219 796	8 313 390	1 399 930
TOTAL		4 723 439	8 313 390	13 036 829		

Jusqu'au 4 mars 2013, les BSABSAA souscrits ont fait évoluer le nombre de BSAA en circulation.

Depuis le 5 mars 2012, 4 723 439 BSABSAA et 8 313 390 BSAA ont été exercés dont :

- 2 746 065 BSABSAA et 1 589 610 BSAA du 05/03/2012 au 31/12/2012,
- 1 977 374 BSABSAA et 6 723 780 BSAA depuis le 01/01/2013.

Au 22 novembre 2013 il reste 1 399 930 BSAA à exercer soit une augmentation du capital potentielle de 1 399 930 € (intégrant une prime d'émission).

Levée de fonds

2012	4,65
2013	8,39
Levée de fonds depuis février 2012	13,04

Utilisation des fonds levés

<u>Financements 2012-2013</u>	<u>TOTAL</u>	<u>2012</u>	<u>S1/2013</u>	<u>S2/2013</u>
Échéances liées au redressement judiciaire	(4,15)	(3,60)	(0,55)	-
Apurement de l'exhaustivité des dettes fiscales et sociale exigibles et / exercices antérieurs	(3,53)		(1,06)	(2,47)
Fournisseurs sur exercices antérieurs	(0,83)		(0,83)	
Autres dettes sur exercices antérieurs	(0,24)		(0,24)	
Dettes courantes sur exercice en cours	(1,09)	(1,05)	(0,05)	
Solde trésorerie au 22/11	3,21			

5.2. Investissements

Se référer au chapitre 5.2 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013 et aux paragraphes 5.1.2 et 5.1.3 de l'annexe aux comptes consolidés résumés du rapport financier du 1^{er} semestre 2013 au chapitre 26.1.

6. Aperçu des activités

Se référer au chapitre 6 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

7. Organigramme

Se référer au chapitre 7 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

8. Propriétés immobilières, usines et équipements

Se référer au chapitre 8 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

9. Examen de la situation financière et résultats

9.1. Situation financière

Se référer au chapitre 9 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013, aux comptes du 1^{er} semestre 2013 au paragraphe 26.1 de la présente actualisation et au communiqué relatif au chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2013 au paragraphe 26.3.

10.Trésorerie et capitaux

10.1. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Se référer au rapport financier du 1^{er} semestre 2013 (chapitre 26.1)

10.2. Tableau des flux de trésorerie consolidés

Se référer au rapport financier du 1er semestre 2013 (chapitre 26.1)

10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement

Se référer au rapport financier du 1er semestre 2013 (chapitre 26.1)

10.4. Restriction à l'utilisation des capitaux

Se référer au chapitre 10.4 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013,

10.5. Sources de financement attendues

Se référer au chapitre 10.5 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

11. Recherche et développement

Se référer au chapitre 11 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013,

12. Informations sur les tendances

Les dernières informations financières certifiées sont celles arrêtées au 30 juin 2013.

A ce jour les hypothèses décrites dans le § 4.1 "Risque de liquidité et continuité d'exploitation" du chapitre 4 de la présente actualisation, ne sont pas remises en causes.

12.1. Principales tendances

Se référer au chapitre 12.1 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013, et au rapport financier du 1^{er} semestre 2013 au chapitre 26.1 de la présente actualisation.

12.2. Tendances et événements susceptibles d'affecter l'activité de la société

Les incertitudes liées aux perspectives et à l'activité sont décrits au chapitre 4 "Facteurs de risques" de la présente actualisation du document de référence.

Le chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2013 publié le 15 novembre 2013 est présenté au chapitre 26.3 de la présente annexe.

Postérieurement à la constatation d'augmentation du capital le 13 septembre 2013, 4 106 654 BSAA supplémentaires ont été exercés.

13. Prévisions et estimations de bénéfices

Le Groupe ne communique pas de prévisions sur son activité.

14. Organes d'Administration

Se référer au chapitre 14 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013,

15. Rémunérations et avantages

Se référer au chapitre 15 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013,

16. Fonctionnement des organes d'Administration et de Direction

Se référer au chapitre 16 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013,

17.Salariés

17.1. Effectifs

L'effectif total du Groupe, comprenant celui des Sociétés consolidées par intégration globale, s'établit à **222 personnes** au 30 septembre 2013 (230 personnes au 31/12/2012).

Par type de poste, la ventilation de l'effectif est la suivante :

	Femmes	Hommes	Total
Direction Générale			
Direction	0	5	5
Etudes/support technique			
Direction	0	2	2
Ingénieurs/cadres	5	43	48
Collaborateurs techniques	3	50	53
Secrétaires/Employés	4	6	10
Commercial/formation			
Direction	2	2	4
Ingénieurs/cadres	5	10	15
Collaborateurs	5	7	12
Secrétaires/Employés	2	0	2
Communication/marketing			
Direction	0	1	1
Ingénieurs/cadres	3	1	4
Collaborateurs	4	1	5
Secrétaires/Employés	0	0	0
Production – Conseil et Services			
Direction	0	0	0
Ingénieurs/cadres	1	9	10
Collaborateurs	6	24	30
Secrétaires/Employés	0	0	0
Production – Diffusion			
Direction	0	0	0
Ingénieurs/cadres	0	0	0
Collaborateurs	0	0	0
Secrétaires/Employés	1	1	2
Finances, Juridique et administration			
Direction	1	1	2
Ingénieurs/cadres	5	2	7
Collaborateurs	7	0	7
Secrétaires/Employés	1	0	1
Qualité/informatique interne			
Direction	0	0	0
Ingénieurs/cadres	0	2	2
Collaborateurs	0	0	0
Secrétaires/Employés	0	0	0
TOTAL	55	167	222

Par fonction, la ventilation de l'effectif est la suivante :

	Europe	USA	Total 30/09/2013	Total 31/12/2012
Direction générale	4	1	5	5
Finances, Juridique et administration	16	1	17	18
R&D	47	3	50	53
Support technique/ Installation	61	2	63	64
Production (développement spécifique)	40	0	40	38
Commerciaux	30	3	33	35
Communication/marketing	10	0	10	11
Qualité/informatique interne/diffusion	4	0	4	6
Total	212	10	222	230

Par zone d'implantation géographique, la ventilation des effectifs de votre Groupe se présente ainsi :

	30/09/2013	31/12/2012
Europe	212	222
<i>dont France</i>	86	92
Etats Unis	10	8
TOTAL	222	230

Par Société, la ventilation de l'effectif est la suivante :

	30/09/2013	31/12/2012
Prologue	72	76
Imecom	11	12
Groupe Alhambra	139	142
TOTAL	222	230

17.2. Participations et stock-options

17.2.1. Actions détenues par les administrateurs de la société

Les membres du Conseil d'Administration détiennent au 22 novembre 2013, 502 706 actions soit 2,79 % du capital et 703 424 droits de vote soit 3,83 % du nombre total de droits de vote :

NOM	Nombre de titres	Nombre de voix
M. Georges Seban	291 987	491 986
M. Arnaud Rouvroy	210 000	210 000
Mme Annik Harmand	685	1 370
M. Michel Seban	1	2
M. Ramendra Das	33	66

17.2.2. Modifications intervenues dans la liste des détenteurs d'actions Prologue

Néant

17.2.3. Bénéficiaires de stock-options de la société

Les salariés et les membres du conseil d'Administration ne détiennent pas d'option sur des actions.

17.3. Participation des salariés au capital

La société n'a aucun accord d'intéressement, ni accord de participation ni aucun plan d'épargne-entreprise.

18.Principaux actionnaires

Se référer au chapitre 18 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013,

Au 22 novembre 2013 (après la prise en compte de l'augmentation du capital)

Actionnaires	Actions	Droits de vote	Pourcentage du capital	Pourcentage des droits de vote
Dirigeants et salariés				
- Groupe familial Georges Seban	693 182	1 029 376	3,85	5,60
- Dirigeants et anciens dirigeants (nominatifs)	1 731	3 462	0,01	0,02
- Salariés et anciens salariés	15 077	29 097	0,08	0,16
Vermots Finances (Contrôlée par M. Jacques Rouvroy)	700 000	700 000	3,88	3,81
Investisseurs Institutionnels (nominatifs)	2 241	4 482	0,01	0,02
Autres actionnaires nominatifs	322 352	324 068	1,79	1,76
Titres au porteur	16 292 127	16 292 127	90,38	88,63
Titres auto détenus et d'auto contrôle	0	0	0	0
TOTAL	18 026 710	18 382 612	100,00 %	100,00 %

Le capital a été augmenté de 1 885 080 actions par exercice de 5 991 734 BSAA entre le 9 avril 2013 et le 22 novembre 2013.

Le TPI récemment réalisé par la société n'a pas permis d'identifier de nouveaux actionnaires possédant plus de 5% du capital ni de modification significative de la participation des actionnaires de référence (participation supérieure à 5%).

Il n'existe aucune action de concert et aucun pacte entre ces actionnaires et en particulier entre M. Georges Seban et un ou plusieurs administrateurs de la société.

19.Opérations avec des apparentés

Se référer au chapitre 19 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013,

20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

20.1. Informations financières historiques- comptes sociaux

Les comptes sociaux de l'exercice 2012 sont présentés dans le Document de Référence déposé auprès des Autorités de Marchés Financiers le 18 septembre 2013 sous le numéro D 13-0044.

20.2. Information financière pro-forma

Sans objet.

20.3. Etats financiers historiques – comptes consolidés

Les comptes semestriels consolidés résumés du 1er semestre de l'exercice 2013 ont été audités par les commissaires aux comptes. Le rapport des commissaires aux comptes relatifs au 1er semestre de l'exercice 2013 est présenté au chapitre 26.1 de la présente actualisation.

Les comptes sociaux de l'exercice 2012 sont présentés dans le Document de Référence déposé auprès des Autorités de Marchés Financiers le 18 septembre 2013 sous le numéro D 13-0044.

20.4. Vérification des informations historiques annuelles

Les comptes sociaux et consolidés des exercices 2011 et 2012 sont présentés dans le Document de Référence déposé auprès des Autorités de Marchés Financiers le 18 septembre 2013 sous le numéro D 13-0044.

20.5. Date des dernières informations financières

A la date du présent document les dernières informations financières vérifiées remontent au 30 juin 2013.

20.6. Informations financières intermédiaires et autres

Le communiqué relatif au chiffre d'affaire du 3ème trimestre 2013 publié le 15 novembre 2013 est présenté au chapitre 26.3.

20.7. Politique de distribution des dividendes

Se référer au chapitre 20.7 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Se référer au chapitre 20.8 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

20.9. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale

L'assemblée générale du 10 septembre 2013 a adopté une réduction du capital, motivée par des pertes, par minoration de 0,20 € de la valeur nominale des actions existantes, laquelle a été ramenée de 1,00 € à 0,80 €.

Fort du soutien de ses actionnaires, Prologue poursuit le renforcement de ses fonds propres avec de nouvelles augmentations de son capital constatée par les conseils d'administration du 13 septembre, 14 novembre et 22 novembre 2013.

Ces opérations ont été réalisées par l'exercice de 5 991 734 BSAA

Ces levées de fonds ont permis à la société d'une part d'apurer ses dettes relatives aux exercices antérieurs et d'autre part de faire face aux dépenses d'investissement en recherche et développement.

A la date du présent document, le capital social de la société est de 14 421 368 € divisé en 18 026 710 actions au nominal de 0,80 €.

21. Informations complémentaires

21.1. Capital social

21.1.1. Capital souscrit

A la date d'enregistrement de la présente actualisation, le capital social de la Société s'élève à 11 136 044,80 €. Il est divisé en 13 920 056 actions de 0,80€ de valeur nominale chacune. Les actions sont entièrement libérées.

Tableau des délégations accordées par l'assemblée générale au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

Résolution	ASSEMBLEE GENERALE du 4 novembre 2010	VALIDITE	MONTANT UTILISE
2	- Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;	Validité = vingt-six mois. Echéance le 3 janvier 2013	Au la date de parution de la présente actualisation, le capital a été augmenté par conversion en actions de 4 723 439 BSABSAA et de 8 313 390 BSAA ; il reste à exercer 1 399 930 BSAA à échéance 04/03/2019

Le 29 février 2012, PROLOGUE a obtenu le visa de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) afin de procéder à une augmentation de capital par :

- l'attribution gratuite de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (les "BSAA") à chaque titulaire d'actions à raison de 1 BSAA par action détenue ; susceptibles de donner lieu à l'émission d'un nombre maximum de 4 989 881 BSAA A au prix de 1,00 euro chacun, pour un montant total maximum de 4 989 881 €. Ces BSAA, code ISIN FR11198175, sont exerçables entre le 05/03/2012 et le 04/03/2019.

- l'attribution de bons de souscription d'actions assorties de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (les "BSABSAA") à chaque titulaire d'actions à raison de 1 BSABSAA par action détenue ; susceptibles de donner lieu à l'émission d'un nombre maximum de 4 989 881 BSABSAA au prix de 1,00 euro chacun, pour un montant total maximum de 4 989 881 € et d'un montant total complémentaire maximum de 4 989 881 € résultant de l'exercice d'un nombre maximum de 4 989 881 BSAA B. Ces BSABSAA, code ISIN FR11212513, étaient exerçable entre le 05/03/2012 et le 04/03/2013.

	ASSEMBLEE GENERALE du 28 juin 2012		
8	- Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes ;	Validité = vingt six mois Echéance le 27 août 2014.	Néant
19	- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR) au bénéfice de personne dénommée.	Validité = dix huit mois Echéance le 27 décembre 2013	Néant

	ASSEMBLEE GENERALE du 8 avril 2013		
10	- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail ;	Validité vingt six mois Echéance le 7 juin 2015	Néant

	ASSEMBLEE GENERALE du 10 septembre 2013		
3	- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;	Validité = vingt six mois Echéance le 9/11/2015 Met fin à la délégation donnée par l'AGM du 8/04/2013	Note d'opération en cours
4	- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant, immédiatement ou à terme, accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'une autre société (hors offre publique d'échange) avec suppression du DPS	Validité = vingt six mois Echéance le 9/11/2015 Met fin à toute délégation antérieure	Néant

5	- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission par offre au public d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression de droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital ;	Validité = vingt six mois Echéance le 9/11/2015 Met fin à la délégation donnée par l'AGM du 8/04/2013	Néant
6	- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission par placement privé d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital ;	Validité = vingt six mois Echéance le 9/11/2015 Met fin à la délégation donnée par l'AGM du 8/04/2013	Néant
7	- Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et autres valeurs mobilières donnant accès au capital au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées ;	Validité = dix huit mois Echéance le 9mars 2015 Met fin à la délégation donnée par l'AGM du 8/04/2013	Néant
8	Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration en vue d'émettre des bons d'émission d'actions (BEA) avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées ;	Validité = dix huit mois Echéance le 9mars 2015 Met fin à la délégation donnée par l'AGM du 8/04/2013	Néant
11	- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration en vue d'émettre des bons d'émission d'actions (BEA) avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice d'une personne dénommée ;	Validité = dix huit mois Echéance le 9mars 2015 Met fin à la délégation donnée par l'AGM du 8/04/2013	Néant
13	- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR) au bénéfice de salariés et partenaires industriels ou commerciaux de la Société et de ses filiales avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;	Validité = dix huit mois Echéance le 9mars 2015 Met fin à la délégation donnée par l'AGM du 8/04/2013	Néant
14	- Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR) au bénéfice de personne dénommée.	Validité = dix huit mois Echéance le 9mars 2015 Met fin à la délégation donnée par l'AGM du 8/04/2013	Néant
16	- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour procéder à l'émission de bons autonomes donnant droit à l'attribution de titres de créances au profit d'une catégorie de personnes	Validité 26 mois Echéance le 9/11/2015 Met fin à toute délégation antérieure	Néant

Tableau des autres délégations accordées par l'assemblée générale au conseil d'administration

ASSEMBLEE GENERALE du 8 avril 2013			
1	- Autorisation donnée au Conseil d'Administration d'acheter ou faire acheter des actions de la société;	Validité = dix huit mois Echéance le 7 octobre 2014 Met fin à la délégation donnée par l'AGM du 04/12/2012	Néant
13	- Autorisation donnée au Conseil d'Administration d'attribuer des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires de la société à des salariés et mandataires sociaux éligibles de la société ou de son groupe ;	Validité = vingt quatre mois Echéance le 7 avril 2015.	Néant
ASSEMBLEE GENERALE du 10 septembre 2013			
15	- Autorisation donnée au Conseil d'Administration d'attribuer des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires de la société à des salariés et mandataires sociaux éligibles de la société ou de son groupe ;	Validité = vingt quatre mois. Echéance le 9 septembre 2015	Néant

Capital autorisé émis

L'Assemblée Générale Extraordinaire du **4 novembre 2010**, conformément aux dispositions des articles L. 225-127, L.225-129, L 225-129-2, et L 228-92 et suivants du Code de commerce ;

- Délègue au conseil d'administration sa compétence en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription ; fixe à **vingt six mois** la durée de validité de la présente délégation, soit jusqu'au 3 janvier 2013.

Les modalités d'application de cette délégation, ont été décidées par les conseils d'administration des 16 et 24 février 2012 et précisées dans la note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers (numéro 12-097) le 29 février 2012.

Le 22 novembre 2013, le capital a été augmenté de 12 817 033 € intégrant une prime d'émission de 1 198 346,80 €, par conversion en actions de 4 723 439 BSABSAA et de 8 098 594 BSAA.

21.1.2. Actions non représentatives du capital

Néant

21.1.3. Actions auto détenues

Néant

21.1.4. Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables, assorties de bons de souscription

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 novembre 2010, a délégué au conseil d'administration sa compétence en vue d'augmenter le capital. Au 22 novembre 2013, 1 399 930 BSAA à échéance 04/03/2019 restent à souscrire. Les conditions et modalités de souscription ont été précisées dans la note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers (numéro 12-097) le 29 février 2012.

L'exercice de l'ensemble de ces BSAA correspondrait à une augmentation du capital de 1 399 930 € (dont 279 986 € de prime d'émission).

21.1.5. Informations sur les conditions régissant tout droits d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital

Néant

21.1.6. Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

Néant.

21.1.7. Historique du capital social pour la période couverte par les informations financières

L'évolution du capital social (en actions) se présente comme suit :

Capital	Nombre d'actions
Nombre d'actions au 31 décembre 2010	4 989 881
Nombre d'actions au 31 décembre 2011	4 989 881
Augmentation de capital par exercice de BSABSAA et BSAA (26/04; 07/06; 04/12/2012) ^(*)	3 646 963
Nombre d'actions au 31 décembre 2012	8 636 844
Augmentation de capital par exercice de BSABSAA et BSAA (01/02; 08/04/2013) ^(*)	3 398 132
Augmentation de capital par exercice de BSAA (13/09 ; 14/11 ; 22/11/2013) ^(*)	5 991 734
Nombre d'actions au 22/11/2013	18 026 710

^(*) dates de constatation des augmentations de capital successives au cours de l'exercice

21.2. Actes constitutifs et statuts

Se référer au chapitre 21.2 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

22. Contrats importants

Se référer au chapitre 22 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

23. Informations provenant de tiers, déclaration d'experts et déclaration d'intérêts

Se référer au chapitre 23 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

24. Documents accessibles au public

Ce document annuel d'information est établi en application de l'article 451-1-1 du code monétaire et financier et de l'article 221-1-1 du règlement général de l'AMF.

DATE	NOM DU DOCUMENT	AMF	BALO	JAL	Greffe
10/09/2013	Résultats des votes de l'AGO 10 septembre 2013	X			
13/09/2013	Résultat du 1 ^{er} semestre 2013	X			
20/09/2013	Mise à disposition du rapport financier - 1 ^{er} semestre 2013	X			
19/09/2013	Nomination de Najah Naffah au poste de Directeur général France	X			
25/09/2013	Projet Cloud Port - Validation technique de la Phase 2	X			
30/09/2013	Nombre d'actions et droits de vote	X			
07/11/2013	Suspension de la faculté d'exercice des BSAA 2019	X	X		
15/11/2013	Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2013	X			
15/11/2013	Nombre d'actions et droits de vote	X			
22/11/2013	Nombre d'actions et droits de vote	X			

L'ensemble de ces informations est disponible sur le site de la société www.prologue.fr.

L'information financière historique des filiales françaises du groupe est consultable au lieu du siège social de la société-mère Prologue.

25. Informations sur les participations

Se référer au chapitre 25 du Document de référence n° R.13-0044 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 septembre 2013.

26. Liste des annexes

26.1 – Rapport financier - 1^{er} semestre 2013

26.2 – Note complémentaire

26.3 – Communiqués de presse significatifs

26.4 - Glossaire

26.1. Rapport financier du 1^{er} semestre 2013

Sommaire

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	31
1. Réalisations du Groupe au 1 ^{er} semestre 2012	31
2. Informations société Prologue (comptes sociaux)	32
3. Evénements intervenus depuis le début de l'exercice	32
RAPPORT SUR LES RISQUES	34
COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES	40
1. Etat de la situation financière	40
2. Compte de résultat	41
3. Tableau des flux de trésorerie consolidés	42
4. Tableau de Variation des Capitaux Propres Consolidés	43
ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES	44
1. Référentiel comptable appliqué	44
2. Périmètre et modalités de consolidation	44
3. Résumé des principes comptables	45
4. Faits caractéristiques du semestre	50
5. Informations permettant la comparabilité des comptes	51
6. Informations sectorielles	62
7. Facteurs de risques	63
8. Autres informations	64
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	66
ATTESTATION DU RESPONSABLE	68

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Prologue a choisi de confier au Conseil d'Administration en formation plénière les fonctions de Comité d'Audit.

Activité du Groupe

Prologue est un Groupe international qui produit des logiciels et fournit des services (en mode SaaS, PaaS et IaaS) dans les domaines :

- des services de télécommunications, de téléphonie VoIP et de Cloud Computing,
- de la dématérialisation de transactions et des échanges d'information (EDI, facture fiscale, opérations bancaires, administration, santé, taxes...),
- de la convergence des communications multimédia (voix, SMS, fax, courriel, image, vidéo ...) et de leur intégration avec les applications informatiques,
- des technologies liées au Cloud Computing, aux systèmes d'exploitation et aux systèmes d'accès aux applications à partir de tous dispositifs fixes ou mobiles,
- de l'édition de plateformes de développement.

Evolution de l'activité

Depuis la fin de l'exercice 2010, Prologue s'est engagé dans un profond redéploiement de ses activités à travers deux axes stratégiques distincts, complémentaires et synergiques :

- l'Edition de logiciels, avec l'intégration de solutions et des services associées, portée par la R&D de Prologue en France,
- l'Internationalisation des prestations à forte valeur ajoutée, en mode Cloud, d'infrastructures (systèmes et réseaux), plateformes, téléphonie, communications convergentes et applications, portée par sa filiale Alhambra Systems, basée en Espagne.

Le groupe met en place une organisation commerciale et marketing pour se lancer dans le Cloud Computing sur le plan mondial. Les activités sont organisées pour optimiser les ressources et mutualiser les compétences rendues disponibles aux services de toutes les entités du Groupe

Réalisations du Groupe au 1^{er} semestre 2013

Projets de recherche dans le Cloud computing

Au cours du 1^{er} semestre 2013, les équipes de R&D ont poursuivi leurs travaux sur la réalisation des projets CloudPort (a démarré le 2 novembre 2011 et doit se terminer le 30 avril 2014) et Medusa (a démarré en janvier 2013 et se déroulera sur 36 mois).

Au cours du deuxième semestre les développements vont se poursuivre et certains produits (Use It Messaging V9 ; Use It Flow en mode SaaS ; Use It Flow -prise en compte du protocole PESv2), vont commencer à être commercialisés avant la fin de l'année.

Premier projet d'envergure dans la Dématérialisation en France

Le groupe Prologue a remporté en France un appel d'offres portant sur la mise en place d'une plateforme globale de dématérialisation pour l'un de ses clients historiques. Ce projet, évalué à 2 M€ de chiffre d'affaires sur 4 ans, concrétise la stratégie de montée en gamme engagée par Prologue depuis plusieurs années dans le domaine en plein développement de la dématérialisation. Le succès de cette plateforme ouvre au groupe un potentiel de marché considérable auquel il n'avait pas accès jusqu'à présent.

Une activité semestrielle en repli de 4,5 %

Au cours du 1^{er} semestre 2013, le groupe Prologue a enregistré un chiffre d'affaires de 9,84 M€ contre 10,30 M€ l'année précédente. Cette très légère baisse de l'activité est conforme au succès remporté par les activités vendues en mode cloud et qui progressent sur le semestre de 10,9% (+23,1% pour la voix sur IP, +7,6% pour les SaaS, IaaS et PaaS). Pour rappel, la transformation actuelle du business du groupe vers le Cloud a pour effet mécanique de remplacer le chiffre d'affaires de licences traditionnelles réalisé habituellement en une fois (en baisse chez Prologue de 13,5% au 1^{er} semestre 2013) par des formules d'abonnement sur plusieurs années, entraînant pendant cette période de mutation une baisse momentanée des volumes globaux facturables annuellement.

Les principaux marchés du Groupe sont en Espagne et en France, deux pays qui subissent depuis plusieurs mois les effets de la crise économique et financière.

Evolution par zone géographique

Chiffre d'affaires par région en M€	S1 2012	S1 2013	Variation
France	2,87	2,70	-6,1%
Espagne	6,98	6,77	-3,0%
Etats Unis et reste du monde	0,45	0,37	-17,1%
Total	10,30	9,84	-4,47%

Evolution par domaine d'expertise

Chiffre d'affaires du 1 ^{er} semestre consolidé en M€	S1 2012	S1 2013	Variation
Logiciels, infrastructures et téléphonie en mode Cloud	2,48	2,75	10,89%
Ventes de licences, de matériels et de services associés	5,32	4,60	-13,53%
Autres activités de service	2,51	2,47	-1,59%
Total	10,30	9,84	-4,47%

Un résultat opérationnel courant 2013 en recul

Sur le 1er semestre 2013, la baisse du chiffre d'affaires pondérée par une meilleure maîtrise des charges conduit à enregistrer un résultat opérationnel courant de **-560 K€** à comparer à -1 003 K€ au 1^{er} semestre 2012. Le résultat net (part du Groupe) est de **-1 045 K€**. Au 1^{er} semestre 2012, le résultat net (part du Groupe) de intégrait 3 431 K€ de résultat exceptionnel provenant de la déconsolidation de la filiale Prologue Italy.

Compte de résultats simplifié (K€)	6 mois 2012	6 mois 2013
Chiffre d'affaires	10 308	9 810
Résultat opérationnel courant	-1 003	-560
Résultat opérationnel	2 229	-793
Résultat financier	-259	-252
Charges d'impôt	0	0
Résultat Net (part du Groupe)	1 993	-1 030

Informations société Prologue (comptes sociaux)

Le chiffre d'affaires de la société Prologue s'établit à **2 333 K€** à comparer à 2 557 K€ au 1er semestre 2012.

Cette baisse s'explique principalement par la transformation de l'activité commerciale, liée à la migration vers le Cloud qui a pour effet mécanique de remplacer le chiffre d'affaires de licences traditionnelles réalisé habituellement en une fois (en baisse chez Prologue de 16,8 % au 1^{er} semestre 2013) par des formules d'abonnement sur plusieurs années, entraînant pendant cette période de mutation une baisse momentanée des volumes globaux facturables annuellement.

Le résultat net comptable, du premier semestre 2013, est une **perte de 453 K€** à comparer à un bénéfice de 3 032 K€ au 30 juin 2012 qui s'expliquait principalement par le produit exceptionnel lié à la reprise de provisions sur situation nette suite à l'élimination du risque sur la filiale Prologue Italy.

L'effectif de la société Prologue est de 74 personnes au 30 juin 2013, alors qu'il était de 83 personnes au 30 juin 2012 et 76 au 31 décembre 2012, en raison du renforcement de l'effectif de R&D.

Evénements intervenus depuis le début de l'exercice

Modification du capital

Au 1^{er} février 2013, le Conseil d'administration a constatée que 791 648 BSAA et 869 294 BSABSAA nouveaux ont été exercés portant le capital à 10 297 786 €.

Au 8 avril 2013, 1 440 019 BSABSAA et 297 171 BSAA supplémentaires ont été souscrits, portant le capital à 12 034 976 €.

Le montant total de l'augmentation de capital constatée depuis le début de l'opération le 5 mars 2012 est de 7 045 095 €.

Au 13 septembre 2013, le conseil d'administration a constaté :

- une réduction du capital de 2 406 995,20 €, réalisée par voie de minoration de la valeur nominale des actions existantes, laquelle a été ramenée de 1,00 € à 0,80 € ;
- une augmentation du capital par exercice de 1 885 080 BSAA supplémentaires.

Au 13 septembre, à la suite de ces deux opérations le capital est porté à 11 136 044,80 €.

Subventions

Des subventions relatives aux trois projets en cours sur 2012 ont été perçues en avril 2013 (Cloud Port 269 K€, Compatible-One 81 K€, Médusa 127 K€). La subvention de la phase 2 du projet CloudPort est provisionnée dans les comptes du 1^{er} semestre 2013 pour 551K€.

- Autres

- Le Conseil d'Administration du 29 avril 2013 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.
- Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de Prologue du 12 juillet 2013 les comptes annuels et consolidés clos au 31/12/2012 ainsi que les conventions présentées en assemblée ont été approuvés. Monsieur Ramendra Das a été nommé administrateur de la société, en remplacement de la société Contimelec démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2016.
- L'Assemblée générale mixte du 10 septembre 2013, a adopté une réduction du capital d'un montant total de 2 406 995,20 euros pour apurement d'une partie du report à nouveau négatif, par minoration de 0,20 euro de la valeur nominale de chacune des 12 034 976 actions composant actuellement le capital social, laquelle est ainsi ramenée de 1 euro à 0,80 euro.
- Prologue a déposé début septembre une requête en modification du Plan de continuation dans laquelle il est proposé :
 - soit un rééchelonnement sur dix ans du solde de leurs créances,
 - soit une conversion en actions Prologue du solde de leurs créances sur la base d'un cours égal à la moyenne des cours de clôture des 60 jours de Bourse précédant la date du jugement sans que ce cours ne puisse représenter une décote de plus de 10% par rapport à la moyenne des cours de clôture des cinq jours de Bourse précédant ladite date de jugement.

Perspectives d'avenir et continuité d'exploitation

Compte tenu des éléments postérieurs au 30 juin 2013, l'intégralité des passifs exigibles a été apurée.

Le Groupe estime que son niveau d'activité suffira à financer l'ensemble de ses besoins de fonds de roulement courant, hors échéance du Plan.

Concernant l'échéance de novembre 2013 relative au Plan de continuation qui devrait s'élever à un montant maximum de 1 million d'euros, compte tenu de la position de l'Administration fiscale et dans l'hypothèse où aucun des créanciers n'aurait opté pour une conversion en actions, le Groupe ne dispose pas actuellement des fonds suffisants pour procéder à son paiement. Pour y parvenir, le Groupe recherche activement de nouvelles sources de financement. Il est ainsi, notamment, en négociation avancée avec un fonds d'investissement américain pour la signature d'une Equity Line de 1,2 millions d'euros.

Le Groupe prévoit également de mettre en œuvre prochainement une nouvelle attribution gratuite de BSA pouvant faciliter une éventuelle augmentation de capital auprès de ses actionnaires ; à cet égard les actionnaires historiques ont fait savoir à la Direction qu'ils pourraient, comme ils l'ont fait au cours des douze derniers mois et selon les conditions du marché, exercer des bons de souscription existants ou en cours d'émission, à hauteur de 1,5 million d'euros.

Dans le cas où les conditions de marché ne permettraient pas au Groupe de lever les fonds nécessaires au paiement de son échéance de 2013, le Groupe pourrait solliciter auprès du Tribunal son report de 6 à 12 mois, comme il l'a déjà fait par le passé.

RAPPORT SUR LES RISQUES

La norme IFRS 7 (paragraphe 31 à 42) impose de fournir une information qualitative et quantitative sur les risques auxquels l'entité est exposée, la provenance de ces risques et des informations minimales sur le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque commercial. Les informations qualitatives doivent décrire les objectifs, les politiques et les procédures de gestion des risques. Les informations quantitatives concernent l'étendue de l'exposition aux risques, à partir de l'information fournie en interne au personnel clé de la direction de l'entité. Selon les recommandations de l'AMF les informations sur les risques sont présentées dans un rapport distinct du rapport de gestion et de l'annexe aux comptes.

1. Risque de liquidité et continuité d'exploitation

- Risque de liquidité

Le Groupe estime que son niveau d'activités suffira à financer l'ensemble de ses besoins de fonds de roulements courant, hors échéances du Plan.

A cette fin, le Groupe disposerait :

- De lignes de crédit : en Espagne, au 30 juin, le Groupe dispose de lignes de crédit (formalisées par des contrats spécifiques signés devant notaire), à hauteur de 2 millions d'euros, utilisées à hauteur d'1,4 millions d'euros.
- Subvention CloudPort : la subvention relative à la phase 2 du projet pour un montant de 551 K€ est en cours de traitement à la Caisse des Dépôts.
- Crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité estimés au titre de l'année 2013 à 350 K€.
- Encours d'Affacturage : Le groupe dispose d'un en-cours d'affacturage utilisé à hauteur de 704 K€ (80% des créances clients émises en France sont affacturées).

Cet encours est assorti s'une garantie de 10% avec un minimum de 80 K€ ; la garantie retenue est remboursée lors du règlement des créanciers.

Il n'y a pas de montant maximum ; le montant des créances mobilisables évolue en fonction du chiffre d'affaires de la société.

Dans le cadre du Plan de Continuation modifié par le jugement du Tribunal de Commerce d' Evry, en date du 5 décembre 2011, le Groupe a assuré le remboursement , en 2012 et 2013, des échéances de Novembre 2011, Février 2012, Septembre 2012 et Novembre 2012 ; les échéances financières du Plan restant sont celles de :

(en K€)

Novembre 2013	Novembre 2014	Novembre 2015	TOTAL
1 882	2 453	2 475	6 810

En accord avec la Commissaire à l'Exécution du Plan, la Société circularisera début septembre un plan de règlement de ses échéances comportant deux modalités ;

- conversion des créances au capital de la société Prologue moyennant un prix de souscription d'actions égal à la moyenne des cours de clôture des 60 jours de bourse précédant la date du jugement qui aura adopté la requête en modification du Plan. Ce prix aura pour valeur plancher 1 euro (valeur nominale au 30/06/2013 de l'action) et ne pourra pas présenter une décote supérieure à 10% de la moyenne des 3 derniers cours de clôture précédent la date du jugement qui aura adopté le requête en modification du Plan.

- aux créanciers refusant la conversion, il sera proposé un règlement sur 10 ans, de Novembre 2014 à Novembre 2023.

L'administration fiscale a indiqué par écrit à Prologue qu'elle ne s'opposerait pas à une demande de prorogation de sa créance sur 10 ans ; celle-ci s'élève à 3 M€.

L'échéance de novembre 2013 serait ramenée, sur la seule base de la position de l'administration fiscale, de 1,8 million d'euros à 1 million d'euros et ce dans l'hypothèse où aucun des autres créanciers n'aurait opté pour une conversion en actions.

- Continuité d'exploitation – Situation de fonds de roulement net

Compte tenu des éléments postérieurs au 30 juin 2013, l'intégralité des passifs exigibles a été apurée.

Le Groupe estime que son niveau d'activité suffira à financer l'ensemble de ses besoins de fonds de roulement courant, hors échéance du Plan.

Concernant l'échéance de novembre 2013 relative au Plan de continuation qui devrait s'élever à un montant maximum de 1 million d'euros, compte tenu de la position de l'Administration fiscale et dans l'hypothèse où aucun des créanciers n'aurait opté pour une conversion en actions, le Groupe ne dispose pas actuellement des fonds suffisants pour procéder à son paiement.

Pour y parvenir, le Groupe recherche activement de nouvelles sources de financement. Il est ainsi, notamment, en négociation avancée avec un fonds d'investissement américain pour la signature d'une Equity Line de 1,2 millions d'euros.

Le Groupe prévoit également de mettre en œuvre prochainement une nouvelle attribution gratuite de BSA pouvant faciliter une éventuelle augmentation de capital auprès de ses actionnaires ; à cet égard les actionnaires historiques ont fait savoir à la Direction qu'ils pourraient, comme ils l'ont fait au cours des douze derniers mois et selon les conditions du marché, exercer des bons de souscription existants ou en cours d'émission, à hauteur de 1,5 million d'euros.

Dans le cas où les conditions de marché ne permettraient pas au Groupe de lever les fonds nécessaires au paiement de son échéance de 2013, le Groupe pourrait solliciter auprès du Tribunal son report de 6 à 12 mois, comme il l'a déjà fait par le passé.

- Capitaux propres et endettement

La situation des capitaux propres et de l'endettement financier net de la Société au 30 juin 2013 est présentée ci-dessous :

Capitaux propres (en milliers d'euros)	Au 30 juin 2013
Total des dettes courantes	12 693
- Faisant l'objet de garanties (crédit bail immobilier)	107
- Faisant l'objet de nantissements - privilèges	
- Dettes financières	2 411
- Dettes fournisseurs	2 935
- Dettes sociales et fiscales	4 847
- Autres dettes	2 394
Total des dettes non courantes	6 845
- Faisant l'objet de garanties (crédit bail immobilier)	1 371
- Faisant l'objet de nantissements - privilèges	
- Dettes financières	582
- Dettes fournisseurs	664
- Dettes sociales et fiscales	3 157
- Autres dettes	1 071
Capitaux propres - part du Groupe	(4 350)
Capital social	12 035
Primes	
Réserve légale	
Autres réserves	55
Report à nouveau	
Réserves consolidées	(15 410)
Résultat consolidé - part du groupe	(1 030)

Analyse de l'endettement financier net (en milliers d'euros)	Au 30 juin 2013
A. Trésorerie	542
B. Equivalent de trésorerie	62
C. Titres de placement	
D. Liquidités (A+B+C)	604
E. Créances financières à court terme	
F. Emprunts bancaires à court terme	2 315
G. Dettes fiscales, sociales et fournisseurs moratoriées - dettes crédit bail - compte courant actionnaire	203
H. Dettes envers le factor	
I. Dettes financières à court terme (F+G+H)	2 518
J. Endettement financier net à court terme (I - D)	1 914
K. Lignes de crédit et emprunts bancaires à plus d'un an	0
L. Autres dettes à plus d'un an	478
M. Dettes fiscales, sociales et fournisseurs moratoriées - dettes crédit bail - compte courant actionnaire	1 475
N. Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)	1 953
O. Endettement financier net (J + N)	3 868

2. Risques juridiques

- Limites de la protection juridique de propriété intellectuelle

La Société détient les copyrights sur ses produits, ses manuels opératoires, ses plaquettes commerciales ; les marques et les logos sont déposés (en France, auprès de l'INPI). Par ailleurs, tous les collaborateurs et les intervenants extérieurs sont liés par des engagements de confidentialité eu égard à l'information technique qu'ils manipulent.

La protection de la propriété intellectuelle de la société repose essentiellement sur son savoir-faire et le respect des droits d'auteur et des licences concernant ses logiciels. Elle a récemment déposé deux brevets.

Prologue est co-titulaire, avec ARMINES et l'Institut Telecom des brevets suivants :

- Brevet publié à l'INPI le 07/09/2012 sous le numéro FR2972320 "Codage de données sans perte de communication bidirectionnelle dans une session collaborative d'échange de contenu multimedia"
- Brevet publié à l'INPI le 26/10/2012 sous le numéro FR2974474 "Procédés et appareils de production et de traitement de représentations de scènes multimedia".

A ce jour, la Société ne fait l'objet ni n'a intenté aucun contentieux significatif en matière de droits d'auteur, marques, secrets de fabrique ou autres droits de propriété intellectuelle qui serait fondé sur une éventuelle contrefaçon des droits de tiers.

- Information sur les risques environnementaux

Nous vous précisons que les sociétés de notre Groupe n'ont pas d'installation visée par le paragraphe IV de l'article L.515-8 du code de l'environnement.

Aucune mesure de prévention n'est donc à prévoir par les sociétés de notre Groupe au titre de l'art. 23 de la loi 2003-699 du 30 juillet 2003.

- Risques prud'homaux

Les anciens dirigeants Luc Pévère et José Alves Torres avaient chacun engagé une action auprès du Tribunal des Prud'hommes afin de contester leur licenciement pour faute lourde intervenu en juillet 2010. La Société, estimant les demandes de ces dirigeants associés à Eric Dermont dans Effitic totalement infondées, a décidé en conséquence de ne pas les provisionner. En septembre 2012, le Conseil des Prud'hommes de Longjumeau a débouté José Alvez Torres de toutes ses demandes, en précisant qu'avec ses dirigeants d'alors celui-ci avait "largement abusé de ses fonctions et de ses pouvoirs" et que "les faits reprochés sont réels et sérieux" et "présentent une exceptionnelle gravité" justifiant son licenciement pour faute lourde. José Alvez Torres a fait appel de ce jugement.

En janvier 2013, le Conseil de Prud'hommes a procédé à la radiation pure et simple de la procédure qu'avait engagée M. Luc Pévère.

- Risque juridique

La Société Prologue a engagé une action au pénal contre M. Eric Dermont, ancien Président Directeur Général, pour abus de biens sociaux et abus de pouvoir ; une plainte a été déposée le 13 décembre 2011 au Tribunal de Grande Instance de Paris.

La société a également engagé une action en février 2011 auprès du Tribunal de Commerce de Paris, aux fins d'annuler la vente signée entre la société EDS et la société Eiffitic et d'y substituer Prologue.

Prologue a assigné M. Eric Dermont en octobre 2012 en réparation du préjudice subi par la société et lui réclame à ce titre 33,1 M€ de dommage et intérêts.

Effitic a sollicité un sursis à statuer de la procédure commerciale à son encontre dans l'attente de l'issue de la plainte pénale déposée par Prologue à l'encontre de M. Eric Dermont. Ce sursis lui a été refusé par jugement le 5 avril 2013.

3. Autres risques

- Risque lié aux subventions

Les projets de recherche subventionnés représentent une part importante de l'activité R&D de la société (40%). Les projets en cours faisant l'objet de subvention sont présentés au paragraphe 11 "Recherche et développement" du présent document.

Les projets subventionnés font l'objet de présentations techniques, de livrables, de rapports et de valorisations des coûts engagés ; ces éléments sont validés par la DGCIS à la fin de chaque étape.

Dans la mesure où les engagements de travaux, de publicité et de contrôles spécifiés dans les conventions sont respectés, les subventions ne sont pas remboursables.

A ce jour, le Groupe a toujours respecté ses engagements vis-à-vis de ses partenaires projets et des organismes de financement et en conséquence n'a jamais du rembourser les subventions qui lui ont été accordées.

- Risque lié à l'absence d'exercice des BSA

Au cours des prochains mois, le financement de l'activité ainsi que le paiement des échéances du plan de continuation pourraient être réalisés en partie par l'exercice par les actionnaires de Prologue des BSAA 2019 (FR0011198175 PROBS) existants ou, par l'exercice de nouveaux BSA qui pourraient prochainement être attribués gratuitement à tous les actionnaires. L'exercice éventuel de ces BSA est lié à l'évolution du cours et de la liquidité de l'action Prologue. Il existe donc un risque significatif que selon l'évolution du marché du titre Prologue, ces BSA soient peu ou pas exercés.

Le montant de l'augmentation potentielle du capital liée à l'exercice de tous les BSAA 2019 (FR0011198175 PROBS) existants correspondrait à 5,5 M€.

- Risque de dilution significative

Au jour de l'établissement du présent document, 7 401 978 BSAA (ISIN FR0011198175) exerçables au prix de 1€ jusqu'en mars 2019 sont détenus par les actionnaires de Prologue. En cas d'exercice à 100%, ces BSAA représenteraient :

- une dilution de 38,08%, (sur la base des 12 034 976 actions composant le capital social du groupe à la date du présent document) pour les actionnaires,
- une augmentation de capital en numéraire de 7,4 M€ pour le groupe.

- Risque lié à la concurrence

A l'instar de toutes sociétés de son secteur, le Groupe doit faire face à la concurrence, tant en France qu'à l'étranger, de nombreux acteurs de toutes tailles et de différents types, allant des grands comptes aux petites sociétés spécialisées sur une ou plusieurs technologies.

- Risque liés à la sécurité des systèmes d'information

L'efficacité et la disponibilité des systèmes d'informations et réseaux est essentielle à la société pour ses activités tant en interne que pour les projets des clients. Afin de prévenir ces risques, la société a mis en œuvre des dispositifs de "firewall" et antivirus ainsi que des procédures et systèmes de sauvegarde.

- Risque de dépendance à l'égard de certains partenariats

Prologue n'est dépendant d'aucun partenaire en particulier dans le cadre de son activité.

- Risque pays

L'activité du groupe est répartie principalement sur 3 pays : la France (27,8 % du CA consolidé 2012), l'Espagne (68,2 % du CA consolidé 2012) et les Etats-Unis (3,9 % du CA consolidé 2012). La crise économique qui sévit en France et en Espagne impacte l'activité du Groupe en France mais n'a qu'une incidence modérée sur l'activité en Espagne. Il n'y a pas de dégradation des conditions de règlements sur l'Espagne, le délai de recouvrement des créances s'est même amélioré.

Concernant les nouveaux territoires où le groupe vient de créer des filiales comme la Pologne et l'Amérique Latine, l'activité y est encore embryonnaire et ne représente donc pas de risque pays significatif pour le groupe.

- Risques par rapport au Président Directeur Général

En ce qui concerne le risque de dépendance par rapport au Président Directeur Général et fondateur, M. Georges Seban (85 ans), le Groupe a cherché à limiter ce risque en créant une Direction Générale Groupe qui a été confiée à M. Jaime Guevara, Directeur Général de la filiale Alhambra (mais qui n'est pas mandataire social du Groupe), et par la mise en place (en juin 2010) d'une équipe de direction complètement renouvelée à la suite du départ de l'ancienne direction.

- Capacité à recruter et fidéliser les collaborateurs

La réussite des différents projets de développements repose sur les équipes actuelles du Prologue mais pourraient, selon les circonstances, nécessiter de nouvelles embauches. Le marché de l'emploi des ingénieurs très qualifiés étant très concurrentiel, il existe pour Prologue comme pour toute société de son secteur un risque de ne pas réussir à recruter et/ou à fidéliser ses collaborateurs.

- Risque de contrepartie

Les créances France sont, pour la plupart, cédées au factor, après accord préalable et sont garanties par une assurance crédit. Pour les autres créances non recouvrées à échéance, le groupe fait appel à des sociétés (en France) ou à des avocats (en Espagne) spécialisés dans le recouvrement

De ce fait, le groupe n'a pas de risque majeur de recouvrement de créances.

- Risque de taux

Au 30 juin 2013, l'endettement financier du Groupe est principalement composé :

- des dettes remboursables dans le cadre de la procédure collective ne portant pas intérêt.
- d'un crédit-bail servant à financer l'immeuble de la maison mère qui prendra fin le 14 janvier 2021. Le risque de taux de ce crédit est nul, il s'agit en effet d'un taux fixe.
- de découverts bancaires accordés aux filiales espagnoles. Le taux d'intérêt moyen appliqué est "Euribor" 3 mois +3,50%.

- Risque d'actions

Le groupe n'a pas d'actions auto détenues. Le Groupe ne possède pas de portefeuille d'actions.

Il n'y a pas de plus value latente sur les instruments de trésorerie.

- Risques de change

A l'exception de la filiale américaine IMECOM Inc. dont les opérations sont réalisées en dollars (US\$), celles des autres sociétés du Groupe sont effectuées en euros (€).

Le risque de change est non significatif.

4. Perspectives d'avenir

Au cours des prochains exercices Prologue entend poursuivre les 3 objectifs stratégiques qu'elle s'est fixés :

- Devenir un acteur de référence mondial dans les technologies liées au Cloud Computing et pour lesquelles elle contribue à de nombreux projets de recherche internationaux particulièrement prometteurs. Les premiers produits basés sur ces nouvelles technologies pourraient ainsi être commercialisés au cours du second semestre 2013. Dans le cadre des développements des projets de recherche sur le Cloud (cf. chapitre 11), avec une approche Open Source, Prologue est exposé à une communauté internationale qui assure à ses travaux une grande visibilité. Le lancement des services Cloud, résultant de ces projets, bénéficieront de ce momentum, et faciliteront le rôle d'acteur de référence mondial. Par ailleurs, les actions marketing prévues viseront les USA comme marché cible, et qui est reconnu comme étant le marché le plus important et le plus avancé dans ce domaine. Toute reconnaissance par ce marché d'un service innovant, aidera à jouer le rôle mondial en question.
- Accroître sa présence à l'international à travers sa filiale Espagnole Alhambra-Eidos pour offrir à terme une ouverture mondiale à ses produits. Plusieurs projets de croissance externe et de création de filiales sont actuellement à l'étude notamment en Espagne et au Brésil; les projets sont actuellement étudiés avec le concours d'investisseurs espagnols.
- Poursuivre le renforcement de ses ressources pour accélérer la sortie par le haut de son plan de continuation. Le groupe pourrait ainsi annoncer prochainement :
 - la mise en place d'une "Equity Facility" lui donnant accès à une levée de fonds potentielle de 1,2 M€ et,
 - l'attribution gratuite de BSA pour faciliter une éventuelle augmentation de capital auprès de ses actionnaires.

5. Conséquences sociales et environnementales

Pour satisfaire aux obligations prévues à l'article L.225-102-1 du code de commerce, il est précisé que les dirigeants des sociétés du Groupe sont très attentifs au respect des exigences juridiques et réglementaires. L'impact des mesures de restructurations sur l'emploi a été mentionné ci-avant.

Par ailleurs, il est précisé que les activités des sociétés du Groupe n'ont aucune conséquence sur l'environnement telle que précisée par le décret du 20 février 2002.

6. Assurances

PROLOGUE a souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue, un contrat garantissant l'ensemble des sociétés françaises du Groupe, contre tous risques inhérents à sa responsabilité civile.

Les niveaux de couverture sont les suivants :

- civile d'exploitation : 8 000 000 €/sinistre,
- civile professionnelle : 3 000 000 €/sinistre/année,

- civile d'atteinte accidentelle à l'environnement : 760 000 € /sinistre/année.

PROLOGUE a également souscrit auprès de cette même compagnie,

- un contrat multirisques garantissant contre tous risques locatifs, pour l'ensemble des sites français occupés par elle même ou des filiales, ce contrat couvre également les conséquences d'une défaillance du système informatique ;
- et depuis le 1 janvier 2009, une assurance Responsabilité des dirigeants.

En complément il est précisé que les sociétés espagnoles du groupe Alhambra Systems ainsi que la société Imecom inc. ont souscrit à des assurances multirisques et responsabilité civile. La société Alhambra Eidos sas (France) est couverte par les polices d'assurances de la société Prologue. La société Alhambra Polska bénéficie de l'assurance responsabilité civile de la société Prologue. Le processus d'assurance est en cours pour la société Alhambra Eidos America (Uruguay).

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

- Etat de la situation financière

(en milliers d'euros)

ACTIF	30.06.2013	31.12.2012	Note
Ecarts d'acquisition	4 617	4 625	5.1.1
Immobilisations incorporelles	1 645	1 382	5.1.2
Immobilisations corporelles	2 346	2 415	5.1.3
Actifs financiers	218	222	5.1.4
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	8 826	8 645	
Stocks et en-cours	625	602	5.1.6
Clients et comptes rattachés	3 333	3 652	5.1.7
Autres créances courantes	1 991	2 087	5.1.9
Trésorerie et équivalents	604	1 741	5.1.10
TOTAL ACTIFS COURANTS	6 553	8 081	
TOTAL DE L'ACTIF	15 379	16 726	

(en milliers d'euros)

PASSIF	30.06.2013	31.12.2012	Note
Capital	12 035	8 637	5.1.12
Primes	0		5.1.12
Réserves consolidées	(15 410)	(17 362)	5.1.14
Résultat net	(1 030)	2 001	
Autres	55	45	
Capitaux propres – part du groupe	(4 350)	(6 679)	
Intérêts minoritaires	191	216	5.1.15
Total Capitaux propres	(4 159)	(6 463)	
Emprunts et Dettes financières à long terme	1 953	2 161	5.1.16
Fournisseurs et comptes rattachés	664	651	5.1.17
Autres Passifs non courants	4 228	4 403	5.1.18
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	6 845	7 215	
Emprunts et dettes financières à court terme	2 518	3 240	5.1.20
Provisions pour risques et charges	364	577	5.1.21
Fournisseurs et comptes rattachés	2 935	3 364	5.1.17
Autres dettes courantes	6 876	8 793	5.1.22
TOTAL PASSIFS COURANTS	12 693	15 973	
TOTAL DU PASSIF	15 379	16 726	

- **Compte de résultat**

Etat du résultat net des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012	Note
Chiffre d'affaires	9 810	10 308	21 435	6
Achats consommés	(3 578)	(3 355)	(7 388)	5.2.1
Charges de personnel	(5 749)	(6 088)	(11 938)	5.2.2
Charges externes	(1 425)	(1 757)	(3 161)	5.2.3
Impôts et taxes	(134)	(177)	(336)	
Dotations aux amortissements	(331)	(235)	(539)	5.2.4
Dotations et reprises aux provisions et dépréciations	113	64	48	5.2.4
Autres produits et charges d'exploitation	734	239	1 120	5.2.5
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(560)	(1 003)	(759)	
Autres produits et charges opérationnels	(232)	3 232	6 428	5.2.6
RESULTAT OPERATIONNEL	(793)	2 229	5 669	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0	1	4	5.2.7
Coût de l'endettement financier brut	(128)	(115)	(269)	5.2.7
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(128)	(115)	(265)	
Autres produits et charges financiers	(123)	(143)	(3 333)	5.2.7
Charges d'impôt	0		(96)	
RESULTAT NET	(1 045)	1 971	1 975	
PART DU GROUPE	(1 030)	1 993	2 001	
INTERETS MINORITAIRES	(15)	(22)	(26)	
<i>Résultat par action (en Euro)</i>	(0,10)	0,30	0,32	5.2.9
<i>Résultat dilué par action (en Euro)</i>	(0,06)	0,30	0,21	5.2.9

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
RESULTAT NET	(1 030)	1 971	1 975
Ecart de conversion	26	3	26
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	26	3	26
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(1 004)	1 974	2 001
Dont part du Groupe	(1 019)	1 996	2 027
Dont part des intérêts minoritaires	15	(22)	(26)

- Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net consolidé	(1 030)	1 971	1 975
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	270	225	355
Abandon de créances RJ sur option 1	0		
Actualisation de la dette RJ (IAS 39)	0	158	
Production immobilisée	(408)	(324)	(665)
Plus et moins values de cession	0		(258)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	(1 168)	2 030	1 408
Coût de l'endettement financier net	125	115	269
Charges d'impôt	(37)		96
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(1 080)	2 145	1 774
Impôt versé	(382)	30	(109)
Variation du B.F.R. lié à l'activité	(1 189)	(2 517)	(4 085)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(2 651)	(343)	(2 420)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(373)	(286)	(518)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	(6)	485
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(58)		(147)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	0		
Incidence des variations de périmètre		52	(2)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(431)	(240)	(182)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital	3 398	1 677	3 647
Autres flux liés aux opérations de financement ⁽¹⁾	(637)		688
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(13)		(11)
Variation des emprunts (y compris contrats de location financement)	(51)	(153)	(146)
Intérêts financiers nets versés	(125)	(115)	(269)
Impact renégociation contrat de location			
Variation avances conditionnées	(67)	(44)	(261)
Variation des comptes courants	155	(200)	(200)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 660	1 165	3 448
Incidence de la variation des taux de change	(10)	3	8
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(431)	585	854
Trésorerie d'ouverture	(1 280)	(2 134)	(2 134)
Trésorerie de clôture	(1 712)	(1 549)	(1 280)

⁽¹⁾ dont 51,1K € d'augmentation de capital 2013 en attente d'enregistrement et -688K€ concernant 2012 enregistrés en capital en 2013.

- Tableau de Variation des Capitaux Propres Consolidés

(en milliers d'euros)

	CAPITAL	PRIMES	RESERVES CONSOLIDEES	RESULTAT DE L'EXERCICE	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux	TOTAL PART DU GROUPE	MINORITAIRES	TOTAL
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	4 990	0	(19 491)	2 120	53	(12 328)	231	(12 097)
<i>Augmentation de capital</i>	3 647					3 647		3 647
Affectation du résultat 2011			2 120	(2 120)		0		0
<i>Rachat des titres minoritaires</i>						0		0
<i>Résultat de l'exercice 2012</i>				2 001		2 001	(26)	1 975
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>					26	26		26
Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	2 001	26	2 027	(26)	2 001
Distribution de dividendes						0	(11)	(11)
<i>Autres opérations</i>					(25)	(25)	22	(3)
Capitaux propres au 31/12/2012	8 637	0	(17 371)	2 001	54	(6 679)	216	(6 463)
Affectation du résultat 2012			2 001	(2 001)		0		0
<i>Augmentation de capital</i>	3 398					3 398		3 398
<i>Rachat des titres minoritaires</i>						0		0
Résultat 1er semestre 2013				(1 030)		(1 030)	(15)	(1 045)
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>			(40)		10	(30)		(30)
Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	(40)	(1 030)	10	(1 060)	(15)	(1 075)
<i>Autres opérations</i>					(10)	(10)	4	(6)
<i>Distribution de dividendes</i>						0	(13)	(13)
Capitaux propres au 30 juin 2013	12 035	0	(15 410)	(1 030)	54	(4 351)	191	(4 159)

	CAPITAL	PRIMES	RESERVES CONSOLIDEES	RESULTAT DE L'EXERCICE	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux	TOTAL PART DU GROUPE	MINORITAIRES	TOTAL
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	4 990	0	(19 491)	2 120	53	(12 328)	231	(12 097)
Affectation du résultat 2011			2 120	(2 120)		0		0
<i>Rachat des titres minoritaires</i>						0		0
<i>Augmentation de capital 2012</i>	1 677					1 677		1 677
<i>Résultat du 1er semestre 2012</i>				1 993		1 993	16	2 009
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>			9		3	12	(4)	8
Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	9	1 993	3	2 005	12	2 017
<i>Distribution de dividendes</i>						0	(13)	(13)
Capitaux propres au 30 juin 2012	6 667	0	(17 362)	1 993	56	(8 647)	230	(8 417)

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

1. Référentiel comptable appliqué

1.1 Normes IFRS

Le Groupe Prologue établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2013 telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels. Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2013 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus conjointement avec le rapport financier annuel 2012.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2012. Les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2013 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe Prologue.

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 11 septembre 2013.

1.2 Présentation des états financiers

Les états financiers – compte de résultat consolidé, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau des flux de trésorerie, tableau de variation des capitaux propres – présentés par Prologue sont conformes aux formats proposés dans la recommandation n°2009-R-03 du 2 juillet 2009 qui annule et remplace la recommandation n°2004-R.02 du 27 octobre 2004. Cette recommandation est conforme aux principes contenus dans la norme IAS 1 révisée.

2. Périmètre et modalités de consolidation

2.1 Liste des entreprises consolidées au 30 juin 2013

Société	Pays	Activité opérationnelle (*)	% de contrôle	de % d'intérêt	SIREN
Prologue	France	Oui	-	-	Société mère
Imecom SA	France	Oui	99,33	99,33	950 559 898
Alhambra Systems consolidé ⁽¹⁾	Espagne	Oui	95,00	95,00	
Alhambra Eidos	France	Oui	100,00	95,00	530 629 195
Alhambra Polska ⁽²⁾	Pologne	Oui	51,65	49,07	
Imecom Group Inc.	Etats-Unis	Oui	100,00	95,00	
Imecom Iberica	Espagne	Non	70,06	69,59	
Spartacom Inc	Etats-Unis	Non	100,00	100,00	

(*) La situation de la filiale sans activité est détaillée au § 2.3

(1) Comprenant les filiales espagnoles Eidos, CTI Phone détenues à 100 % par Alhambra Systems,

(2) consolidée sans disposer de comptes intermédiaires du fait d'une activité non significative.

2.2 Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation à fin juin 2013 n'a pas évolué depuis la clôture 2012.

2.3 Filiales sans activité

La filiale Alhambra America (Uruguay) n'est pas consolidée du fait d'une activité non significative.

La société Spartacom Inc aux Etats-Unis n'a plus d'activité opérationnelle depuis 2004. Des actions en vue d'assurer la liquidation amiable ou judiciaire de cette structure ont été engagées.

Au même titre, Imecom Iberica, filiale de la société Imecom SA, est également en cours de liquidation.

La société Prologue Development (hors périmètre de consolidation), inactive depuis 2004, ne peut pas être liquidée, la législation russe ne le permet pas.

Au 30 juin 2013, tous les engagements connus sont comptabilisés ou mentionnés dans les notes annexes.

3. Résumé des principes comptables

Les états financiers consolidés sont établis en retenant comme hypothèse de base la continuité de l'exploitation subordonnée à la réussite à court terme des critères décrits au paragraphe 8.4 "Perspectives d'avenir et continuité d'exploitation" de l'annexe.

3.1 Modalités de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Prologue exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Les créances et les dettes ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés dans leur totalité.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés.

La date de clôture des comptes annuels de ces sociétés est le 31 décembre. Un arrêté intermédiaire au 30 juin est réalisé par chaque société du périmètre.

Les méthodes d'évaluation des sociétés du Groupe sont homogènes avec celles utilisées par la société mère.

3.2 Arrêté intermédiaire

Les comptes intermédiaires ont été arrêtés selon les mêmes méthodes comptables que dans les états financiers annuels.

Les produits perçus de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle, ne sont ni anticipés, ni différés à une date intermédiaire s'il n'est pas approprié de les anticiper ou de les différer à la fin de l'exercice.

Les coûts encourus de façon inégale durant l'exercice sont anticipés ou différés à une date intermédiaire si et seulement si, il est approprié d'anticiper ou de différer ce type de coûts à la fin de l'exercice.

3.3 Opérations en devises

Les charges et les produits des opérations en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les actifs et les dettes en devises sont convertis au taux de clôture et les écarts de change résultant de cette conversion sont enregistrés dans le compte de résultat.

3.4 Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

Les comptes des filiales étrangères sont convertis au taux de clôture pour les comptes de bilan et au taux moyen de l'exercice pour le compte de résultat. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites directement dans les capitaux propres en réserve de conversion.

Lors de la cession totale ou partielle, ou la liquidation d'une entité étrangère, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont enregistrées dans le compte de résultat.

3.5 Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu(e) au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant et sont actualisés si l'impact est jugé significatif.

3.6 Ecart d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3. La norme IFRS 3 a été appliquée à partir de la date de première adoption sans retraitement rétrospectif, en application de l'option offerte par la Norme IFRS 1.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie aux fins de réalisation des tests de dépréciation. Ces tests sont mis en œuvre dès qu'un indice de perte de valeur est constaté et systématiquement au 31 décembre, date de clôture de l'exercice.

3.7 Immobilisations incorporelles

Selon la norme IAS 38, Immobilisations incorporelles, un actif incorporel est un actif non monétaire sans substance physique détenu à des fins de production ou de fourniture de biens ou services, pour être loué à des tiers, ou à des fins administratives.

Un actif incorporel doit être comptabilisé si et seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ; et
- le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Le groupe doit déterminer si la durée d'utilité d'un actif incorporel est définie ou indéfinie.

Le montant amortissable d'un actif incorporel à durée d'utilité définie doit être réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité.

Un actif incorporel à durée d'utilité indéfinie ne doit pas être amorti.

Les actifs incorporels peuvent être des marques commerciales, des listes clients, des licences, des technologies brevetées, des bases de données...

Les actifs incorporels sont amortis sur une durée allant de 1 à 5 ans selon leur nature.

3.7.1 Logiciels

L'activité principale de Prologue consiste à concevoir et éditer des logiciels. De ce fait, la problématique liée à la comptabilisation des actifs incorporels porte principalement sur la comptabilisation des logiciels acquis et des logiciels créés ou développés en interne.

Pour vérifier si un actif incorporel généré en interne remplit les critères de comptabilisation, la norme IAS 38 distingue deux phases d'élaboration de l'actif (i) une phase de recherche, et (ii) une phase de développement.

Un actif incorporel en phase de développement (ou de la phase de développement pour un projet interne) doit être comptabilisé si et seulement si l'entité peut démontrer les éléments suivants :

- la faisabilité technique de réalisation de l'actif de façon à ce qu'il puisse être utilisé ou vendu ;
- l'intention et la capacité d'achever l'immobilisation ou de la vendre ;
- la capacité à mettre en service ou de vendre l'actif ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. La norme précise que la société doit démontrer l'existence d'un marché actif pour le produit de l'actif ou pour l'actif lui-même ou, s'il est utilisé en interne, l'utilité de l'actif incorporel ;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, adéquates pour achever le développement, utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les travaux de développement répondant aux critères ci-dessus sont comptabilisés à l'actif du bilan consolidé, ils sont amortis linéairement sur la durée d'utilité. Ces critères s'inscrivent dans un contexte de continuité d'exploitation.

Au 30 juin 2013, 1 041 K€ (824 K€ pour Prologue et 217 K€ pour Imecom) de frais de développement, ont été activés en immobilisations en cours.

CATEGORIE D'IMMOBILISATION	DUREE
Logiciels acquis	1 à 2 ans
Logiciels développés	2 à 4 ans

3.8 Immobilisations corporelles

Suivant la norme IAS 16, Immobilisations corporelles, les actifs corporels sont des éléments corporels qui sont détenus en vue de leur utilisation soit pour la production ou la fourniture de biens ou de services, soit en vue de leur location à des tiers, soit à des fins administratives et dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'un exercice.

Le montant amortissable d'une immobilisation corporelle doit être réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. Les actifs corporels sont évalués à leur valeur d'achat ou de production diminuée du cumul des amortissements et, si nécessaire, des pertes de valeur.

En application de la méthode dite "approche par composants", chaque partie d'un actif corporel dont le coût constitue une part significative du montant total de l'actif peut être amortie séparément.

Le groupe Prologue distingue 4 catégories d'actifs corporels :

- les terrains,
- les constructions,
- les aménagements, le mobilier et le matériel,
- le matériel informatique.

Le tableau ci-dessous fournit la durée d'amortissement retenue pour chaque catégorie d'immobilisation :

CATEGORIE D'IMMOBILISATION	DUREE
Terrains	-
Constructions	
Structure	40 ans
Aménagements	15 ans
Agencements	10 ans
Mobiliers	10 ans
Autres matériels	5 ans
Matériel pour le traitement de l'information	3 et 4 ans

3.9 Contrats de location financement et location simples

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles. Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée. La dette correspondante est inscrite au passif. Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.10 Actifs financiers

Les actifs financiers du groupe comprennent des titres de participation, des prêts au personnel, des dépôts et cautionnements. En application du principe de prudence, une dépréciation est constituée lorsque leur valeur recouvrable devient inférieure à leur valeur comptable.

3.11 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas de leur prix de revient réel ou de leur valeur nette de réalisation (IAS2).

3.12 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale.

Le Groupe apprécie à la clôture s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur. Il détermine alors la valeur recouvrable de la créance en fonction de l'analyse de la solvabilité du client et de sa capacité à honorer ses échéances. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nominale, une dépréciation est comptabilisée, en particulier :

- lorsque les débiteurs concernés font l'objet de procédures légales (redressement, liquidation judiciaire,...),
- pour toute créance impayée depuis plus d'un an.

3.13 Autres actifs courants

3.13.1 Impôts différés

Suivant la norme IAS 12, Impôts sur le résultat, un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible, à moins que l'actif d'impôt différé ne soit généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui :

- n'est pas un regroupement d'entreprises ; et
- à la date de transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable (perte fiscale).

Les actifs d'impôt exigible de l'exercice et des exercices précédents doivent être évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

La valeur comptable d'un actif d'impôt différé doit être revue à chaque date de clôture. Le groupe doit réduire la valeur comptable d'un actif d'impôt différé dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé.

Compte tenu du montant significatif des déficits reportables en France au taux de droit commun qui représente un total de 51 686 K€ au 31 décembre 2012 et de la probabilité que des économies futures se réalisent, le groupe a décidé de ne pas constater d'impôt différé actif sur les différences temporelles et sur les déficits fiscaux au-delà des impôts différés passif constatés sur les différences temporelles.

3.14 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comptabilisée au bilan comprend la trésorerie en banque.

Celle-ci prend en compte les découverts bancaires court terme accordés à nos filiales espagnoles.

Les équivalents de trésorerie sont constitués des valeurs mobilières de placement et sont détenus à des fins de transaction, facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

3.15 Intérêts minoritaires

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le groupe.

3.16 Provisions pour Risques et Charges

Suivant la norme IAS 37, Provisions et passifs éventuels, une provision est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain. Elle doit être comptabilisée lorsque :

- l'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Si ces conditions ne sont pas réunies, aucune provision n'est comptabilisée.

3.16.1 Provision pour indemnité de départ en retraite

Le Groupe accorde aux salariés des sociétés françaises des indemnités de départ en retraite.

La base de cette provision est conforme aux dispositions de la convention collective de la Métallurgie.

Conformément à la norme IAS 19 "Avantages au personnel", dans le cadre des régimes à prestations définies, l'obligation nette du Groupe est évaluée en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures. Les engagements de retraites et assimilés sont évalués selon la méthode actuarielle dite des unités de crédit projetés.

Les écarts actuariels sont traités selon la méthode du corridor.

Le Groupe n'a pas d'engagement à prestations définies envers le personnel autre que l'IDR (Indemnité de départ à la retraite).

Le groupe ne dispose pas d'actifs dédiés aux engagements envers le personnel.

3.16.2 Provision pour litiges

Une provision pour litige prud'homais est évaluée en fonction de la demande du Tribunal compétent, tenant compte des griefs formulés par les salariés et après analyse du risque estimé pour chaque dossier.

3.17 Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières comprennent :

- les dettes liées aux contrats de location-financement,
- les concours bancaires.

3.18 Evaluation des dettes étalées dans le cadre du plan de continuation

Au 31 décembre 2006, du fait de l'approbation par le Tribunal de commerce du plan de continuation du Groupe Prologue, les échéances des dettes des créanciers ayant accepté l'option B ont été arrêtées et étalées jusqu'à 10 ans.

En conformité avec les dispositions d'IAS 39, les dettes relatives au plan de continuation ont été valorisées à cette date à leur valeur comptable actualisée compte tenu de la nouvelle durée de remboursement (jusqu'à 10 ans).

Du fait de la situation particulière du groupe, de l'inexistence d'un marché secondaire pour la dette du groupe et en l'absence de transaction de financement récente du groupe permettant d'appréhender une prime de risque, il a été retenu par prudence un taux d'actualisation de 4 % qui faisait référence au taux de rémunération des obligations d'État sur 10 ans.

Le résultat de l'actualisation (3 705 K€) a été comptabilisé en tant que produit financier au compte de résultat au 31 décembre 2006. Depuis l'exercice 2007, le Groupe constate par le compte de résultat le coût financier de l'actualisation des dettes liées à la procédure collective, conformément à IAS 39-56, au travers du processus d'amortissement lors de chaque remboursement.

Suite à l'adoption de la modification du plan de continuation par le Tribunal de commerce d'Evry, le 5 décembre 2011, il a été constaté une modification substantielle du passif financier, l'écart entre la somme des flux de trésorerie actualisés selon les nouvelles conditions et la somme des flux de trésorerie actualisés selon les anciennes conditions étant 'au moins 10%.

Ainsi au 31/12/2011, la mise en œuvre du test quantitatif prévu au paragraphe AG 62 de la norme IAS 39 a conduit à traiter de manière séparée les deux options du plan de continuation adopté par le Tribunal de commerce d'Evry, le 5 décembre 2011.

La dette Option 1 a été intégralement remboursée fin 2012.

La dette relative à l'option 2 est restée comptabilisée à sa valeur nette comptable actuelle, au taux d'intérêt effectif d'origine, soit 4%. L'impact de son actualisation dans le compte de résultat du 1^{er} semestre de l'exercice 2013 est une charge financière de 125 K€.

3.19 Chiffre d'affaires

Ce modèle est basé sur trois axes :

Le chiffre d'affaires résulte essentiellement :

1 - des prestations récurrentes en mode Cloud privé avec attention personnalisée, vendues en direct aux clients sous la forme des contrats pluriannuels, comprenant des frais d'installation, un abonnement et, dans certains cas, une facturation à la consommation (par exemple : par appel, par transaction...). Elles comprennent :

- la gestion des processus client par des applications en mode SaaS propres au Groupe : Use it Flow (dématérialisation des échanges EDI, bancaires, administratifs, factures électroniques, etc.), Almagesto (gestion de centres de formation et cours sur le web), etc.

- des plateformes gérées pour les clients en mode PaaS pour la gestion des courriels, de contenus, de la GED, etc.

- des infrastructures réseaux et systèmes, fournies et gérées pour le compte de nos clients, avec des services qui nous permettent par exemple, de prendre en charge la reprise d'activité en cas de désastre dans leurs infrastructures propres, ou d'assumer l'externalisation complète des leurs centre de calculs,

- des services de téléphonie et de communications convergentes personnalisés, qui comprennent des PABX, des call centers virtuels et l'acheminements des appels par Voix sur IP, avec des services associés qui nous permettent d'inclure l'installation des infrastructures et des dispositifs chez le client, et la prise en charge de sa gestion. Ces services permettent d'intégrer l'émission et réception de Fax et SMS à partir des courriels, des vidéoconférences et autres services avancés.

2 - les ventes d'équipement, des licences d'utilisation de logiciels et des projets. Ces produits sont facturées à la livraison ou à la fin de la mise en exploitation. Dans le cas des projets d'intégration de logiciels ou des infrastructures plus complexes ou de projets de développement de logiciels spécifiques, il peut y avoir facturation par phases. Des prestations de conseil et de formation rentrent aussi dans cet axe.

Les opérations d'intégration de logiciels impliquent en général des plateformes ou logiciels développées par le Groupe, comme Handvox (interconnexion entre l'informatique et les communications convergentes multimedia : voix, fax, mail, SMS, vidéo... avec mécanismes de workflow et conversion : voix à texte, texte à voix, etc.), Use it Messaging, Use it Flow, etc. Des produits du marché comme Sage, SharePoint ou CRM Navision, revendus ou non par le Groupe, sont aussi intégrés.

Les licences des plateformes Use it Linux Server et Terminal Services de Prologue et, dans certain cas, Use it Messaging, sont vendues à travers un réseau de revendeurs, dont certain sont des intégrateurs qui ont développé leurs applications métier sur ces environnements.

3 - les contrats récurrents de d'assistance ou de support technique et de maintenance de matériels ou des logiciels, y compris les contrats de TMA.

3.20 Résultat par action

Les résultats par action sont calculés à partir du résultat net part du groupe suivant les modalités décrites ci-dessous :

- Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre d'actions existant à la date d'arrêt,

- Le résultat net dilué par action prend en compte toutes les options de souscription d'actions déjà attribuées ou encore attribuables dans les limites en nombre et en délai fixées par les assemblées générales ayant autorisé la constitution des plans. Il est fait application de la méthode du rachat d'actions au prix du marché sur la base du cours moyen annuel de l'action.

3.21 Informations sectorielles

En application de la norme IFRS 8, les secteurs opérationnels retenus par le groupe pour l'information financière ont été identifiés en fonction de ses domaines d'expertise et n'ont pas fait l'objet de regroupement.

Cette nouvelle répartition conduit la société à communiquer sur deux secteurs d'activités au lieu d'un seul. Ils correspondent aux résultats opérationnels régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité et pour lesquels des informations financières distinctes sont disponibles

La nature des biens et services produits par les trois secteurs sont les suivants :

- *Logiciel, infrastructure et téléphonie en mode Cloud*

- *Vente de licence, de matériels et de services associés,*

- *Autres activités de service*

3.22 Subventions publiques

La norme IAS 20 s'applique à la comptabilisation et à l'information à fournir sur les subventions publiques ainsi que pour l'information à fournir sur les autres formes d'aide publique.

Elles peuvent être soit liées à des actifs (subvention d'investissement), soit liées au résultat (subvention d'exploitation).

Les subventions publiques d'exploitation permettant de financer les projets de recherche sont comptabilisées en produits sur une base systématique sur les exercices nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser.

Les subventions publiques d'investissement sont comptabilisées en diminution des actifs concernés.

Les subventions perçues par le Groupe sont des subventions d'exploitation comptabilisées dans le résultat à hauteur des coûts engagés.

4. Faits caractéristiques du semestre

4.1 Augmentation de capital

Au 1^{er} février 2013, le Conseil d'administration a constaté que 791 648 BSAA et 869 294 BSABSAA nouveaux ont été exercés portant le capital à 10 297 786 €.

Au 8 avril 2013, 1 440 019 BSABSAA et 297 171 BSAA supplémentaires ont été souscrits, portant le capital à 12 034 976 €.

Le montant total de l'augmentation de capital constaté depuis le début de l'opération le 5 mars 2012 est de 7 045 095 €.

4.2 Subventions

Des subventions relatives aux trois projets en cours sur 2012 ont été perçues en avril 2013 (Cloud Port 269 K€, Compatible-One 81 K€, Médusa 127 K€).

La subvention de la phase 2 du projet CloudPort est provisionnée dans les comptes du 1^{er} semestre 2013 pour 551K€.

4.3 Autres

- Le Conseil d'Administration du 29 avril 2013 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

5. Informations permettant la comparabilité des comptes

5.1 POSTES DU BILAN

5.1.1 Ecarts d'acquisition

(en milliers d'euros)

Désignation	Valeur Brute		Dépréciations			Valeur Nette 30.06.2013	
	31.12.2012	+ ou (-)	30.06.2013	31.12.2012	+ ou (-)		30.06.2013
Prologue (fonds de commerce)	5 625		5 625	5 625	5 625	0	
Alhambra Systems (Goodwill)	4 656		4 656	581	8	589	4 067
Alhambra Eidos (Goodwill)	561		561	11		11	550
Total	10 842	0	10 842	6 217	8	6 225	4 617

Sur le 1^{er} semestre 2013, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié ; en conséquence et conformément à IAS 36, le test d'impairment au 30 juin n'a pas été mené. Ces travaux seront réalisés sur les comptes annuels du 31/12/2013.

5.1.2 Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)

	31.12.2012	+	-	Reclassement	Ecart de conversion	30.06.2013
Valeurs brutes						
Logiciels acquis, créés ou en cours de développement	2 559	374		26	6	2 965
Autres Immobilisations Incorporelles	43		(15)			28
Total	2 602	374	(15)	26	6	2 993
Amortissements & dépréciations						
Logiciels acquis, créés ou en cours de développement	1 187	145	(9)			1 323
Autres Immobilisations Incorporelles	33		(8)			25
Total	1 220	145	(16)	0	0	1 349
Valeurs nettes						
Logiciels acquis, créés ou en cours de développement	1 372	229	9	26	6	1 642
Autres Immobilisations Incorporelles	10	0	(7)	0	0	3
Total	1 382	229	1	26	6	1 645

Les dépenses de développement activées au 30 juin 2013 concernent 4 projets visant à rendre certains produits compatibles avec un environnement "Cloud" et en mode "SaaS". Ces projets sont en cours de développement au 30 juin 2013 et plusieurs d'entre eux seront opérationnels au cours du 2^{ème} semestre 2013. Ils sont financés par fonds propres.

Au cours du deuxième semestre les développements vont se poursuivre et certains produits (Use It Messaging V9 ; Use It Flow en mode SaaS ; Use It Flow -prise en compte du protocole PESv2), vont commencer à être commercialisés avant la fin de l'année.

5.1.3 Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)

	31.12.2012	+	-	Reclassement	Ecart de conversion	30.06.2013
Valeurs brutes						
Terrain	579					579
Constructions	3 108					3 108
Aménagements, mobilier, matériel	2 400	113	(1)		1	2 514
Matériel informatique	386					386
Total	6 473	113	(1)	0	1	6 587
Amortissements & dépréciations						
Terrain	0					0
Constructions	1 924	34				1 957
Aménagements, mobilier, matériel	1 754	149	(1)		1	1 903
Matériel informatique	380					380
Total	4 058	183	(1)	0	1	4 240
Valeurs nettes						
Terrain	579	0	0	0	0	579
Constructions	1 185	(34)	0	0	0	1 151
Aménagements, mobilier, matériel	646	(36)	0	0	0	611
Matériel informatique	6	0	0	0	0	6
Total	2 415	(69)	0	0	0	2 346

5.1.4 Actifs financiers

(en milliers d'euros)

	31.12.2012	+	-	30.06.2013
Valeurs brutes				
Autres titres de participation	3	58		61
Prêts au personnel	382		(62)	320
Autres (dépôts et cautionnements)	80			80
Total	465	58	(62)	461
Dépréciations				
Autres titres de participation	0			0
Prêts au personnel	243			243
Autres (dépôts et cautionnements)	0			0
Total	243	0	0	243
Valeurs nettes				
Autres titres de participation	2	58	0	60
Prêts au personnel	140	0	(62)	78
Autres (dépôts et cautionnements)	80	0	0	80
Total	222	58	(62)	218

5.1.5 Actifs et passifs financiers

Au 30 juin 2013, les actifs et passifs financiers selon les catégories identifiées par IAS 32/39 sont ainsi classés :
(en milliers d'euros)

Classement IAS 32-39	CLASSEMENT DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	
	Passif financier au coût amorti	Passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat et le prêts de créances
Actifs financiers		218
Clients et comptes rattachés		3 333
Charges constatées d'avance		345
Avoirs à recevoir		3
TVA		243
Autres créances fiscales		475
Compte de garantie et réserve Factor		264
Autres débiteurs (nets)		661
Emprunts et dettes financières long terme	1 953	
Fournisseurs et comptes rattachés long terme	664	
Autres passifs non courants	4 228	
Emprunts et dettes financières court terme	2 518	
Fournisseurs et comptes rattachés court terme	2 935	
Autres dettes courantes	6 876	

La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers. La Direction détermine la classification de ses actifs financiers lors de la comptabilisation initiale et la reconsidère à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire. Les actifs financiers entrent au bilan à leur juste valeur initiale. Leur évaluation ultérieure correspond, en fonction de leur classification soit à la juste valeur, soit au coût amorti.

5.1.6 Stocks et en-cours

Ce poste comprend les stocks de périphériques, documentations et fournitures diverses ainsi que les encours de prestations de services.

(en milliers d'euros)

	31.12.2012	Variation	30.06.2013
Stocks	931	22	953
Dépréciations des stocks	(329)		(329)
Total valeurs nettes	603	22	625

5.1.7 Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	31.12.2012
Clients et comptes rattachés	3 458	3 637
Effets à recevoir	12	27
Factures à établir	24	94
Clients douteux	109	120
Dépréciation créances douteuses ou litigieuses	(269)	(227)
Total	3 333	3 652

Note : Seules les créances garanties sont cédées par voie de subrogation au factor. En conséquence, elles ne figurent plus au poste Clients dès leur cession. Le montant de l'encours des créances cédées au 30 juin 2013 est de 704 K€ (Prologue SA : 582 M€ et Imecom SA : 122 M€).

5.1.8 Echancier des créances clients

(en milliers d'euros)

	TOTAL	NON ECHUES	TOTAL ECHUES	ECHUES DEPUIS			
				<30 jours	Entre 31 et 90 jours	Entre 91 et 180 jours	> 181 jours
30.06.2013							
Créances dont l'échéance négociée est < à 1an	3 333	2 967	366	188	178	0	
31/12/2012							
Créances dont l'échéance négociée est < à 1an	3 652	3 129	523	324	143	56	

5.1.9 Autres créances courantes

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	31.12.2012
Avoirs à recevoir	3	7
Personnel et organismes sociaux	16	28
TVA déductible	475	438
Autres créances fiscales	243	279
Comptes de garantie et réserve factor	264	486
Autres Débiteurs	661	655
Charges constatées d'avance	345	209
Dépréciation Autres débiteurs	(16)	(16)
Total	1 991	2 086

5.1.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie figure au chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" paragraphe 3.

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	31.12.2012
Valeurs mobilières de placement	62	66
Disponibilité	542	1 675
Trésorerie et équivalents de trésorerie	604	1 741
Concours bancaires courants	(2 315)	(2 214)
Concours bancaires non courants et autres		(807)
Total	(1 711)	(1 280)

Note : Les valeurs mobilières de placement sont composées de SICAV de trésorerie à capitalisation.

Il n'existe aucune restriction à l'utilisation de la trésorerie des sociétés consolidées.

5.1.11 Dépréciation des actifs courants

(en milliers d'euros)

	31.12.2012	Dotations	Reprises	30.06.2013
Stocks	329			329
Clients et comptes Rattachés	227	49	(7)	269
Autres actifs courants	16			16
Total	572	49	(7)	614

5.1.12 Capital et primes

Le capital social de 12 034 976,00 € est composé de 12 034 976 actions de 1 € chacune. L'évolution du capital se présente comme suit :

Capital	Nombre d'actions
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier 2013	8 636 844
Augmentation du capital par émission de BSAA et BSABSAA de 1€ de nominal	3 398 132
Nombre d'actions au 30 juin 2013	12 034 976
Primes	en milliers d'euros
Primes au 1 ^{er} janvier 2013	0
Primes au 30 juin 2013	0

5.1.13 Réserves et résultat consolidés

La décomposition entre les réserves consolidées d'une part et le résultat consolidé d'autre part, a été explicitée dans le tableau de variation des capitaux propres.

5.1.14 Intérêts minoritaires

Les Intérêts minoritaires, représentant la quote-part de la situation nette des sociétés consolidées revenant aux actionnaires minoritaires, sont ainsi composés:

(en milliers d'euros)

	31.12.2012	Affectation du résultat	Distribution de dividendes	Variation de périmètre	Rachats de titres aux minoritaires	30.06.2013
Alhambra	216	(12)	(13)			191
Total	216	(12)	(13)	0	0	191

5.1.15 Emprunts et dettes financières long terme

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	1-5 ans Non courants	> 5 ans	31/12/2012
Dettes OBSAR (Procédure Collective)	104	104	0	102
Emprunt lié au retraitement du contrat de crédit-bail immobilier	1 371	497	874	1 426
Dettes financières (Procédure Collective)	28	28	0	27
Dettes financières autres	450	449	2	606
Total	1 953	1 078	876	2 161

5.1.16 Fournisseurs et comptes rattachés (courants et non courants)

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	< 1 an Courants	1-5 ans Non courants	> 5 ans	31/12/2012
Fournisseurs	2 509	2 509	0	0	2 678
Fournisseurs (Procédure Collective)	929	265	664	0	1 094
Fournisseurs Effets à payer	9	9	0	0	99
Fournisseurs Factures à recevoir	152	152	0	0	144
Total	3 598	2 935	664	0	4 015

5.1.17 Autres passifs non courants

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	1-5 ans	>5 ans	31/12/2012
Avances conditionnées	173	173	0	566
Dettes fiscales et sociales	3 157	3 084	73	2 955
Impôt Différé Passif	77	77	0	77
Crédit vendeur	690	690	0	677
Autres	132	132	0	129
Total	4 228	4 155	73	4 403

Autre passifs non courants (RJ et hors RJ)

(en milliers d'euros)

	RJ	Hors RJ	Total
Avances conditionnées	173	0	173
Dettes fiscales et sociales	2 939	218	3 157
Impôt Différé Passif		77	77
Crédit vendeur	690		690
Autres	132	0	132
Total	3 933	295	4 228

5.1.18 Dettes Procédure collective actualisées

(en milliers d'euros)

	Montant nominal	Actualisation	Valeur de la Dette au Bilan	Valeur de la Dette au Bilan
	30.06.2013			31.12.2012
Avances conditionnées	0	0	0	0
Dettes sociales	976	58	917	966
Dettes fiscales	3 420	205	3 216	3 429
Fournisseurs	989	60	929	1 094
Crédit vendeur	1 032	62	970	952
Dettes OBSAR	156	9	146	158
Dettes financières	42	3	39	42
Autres	197	12	185	184
Total	6 810	408	6 402	6 825

Dettes Procédure Collective actualisées (courant et non courant)

(en milliers d'euros)

Dettes actualisées procédure collective	Courant	Non courant	Total
Avances conditionnées			0
Dettes sociales	266	652	917
Dettes fiscales	928	2 287	3 216
Fournisseurs	265	664	929
Crédit vendeur	280	690	970
Dettes OBSAR	42	104	146
Dettes financières	11	28	39
Autres	53	132	185
Total	1 846	4 557	6 402

Echéancier des dettes Procédure Collective actualisées (courant et non courant)

(en milliers d'euros)

	Valeur de la Dette RJ actualisée au Bilan				
	30.06.2013	2013	2014	2015	31.12.2012
Dettes financières					
Avances conditionnées					0
Dettes OBSAR	146	42	53	51	158
Dettes financières	39	11	14	14	42
Dettes Fournisseurs					
Fournisseurs	929	265	328	336	1 094
Autres Passifs CT / LT					
Dettes sociales	917	266	333	318	966
Dettes fiscales	3 216	928	1 166	1 121	3 429
Crédit vendeur (cpt de prix)	970	280	351	339	952
Autres	185	53	67	65	184
Total (*)	6 402	1 846	2 313	2 244	6 825

(*) Dont montant nominal 6 810 1 882 2 453 2 475

(*) Dont actualisation 408 37 140 231

5.1.19 Emprunts et dettes financières court terme

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	31/12/2012
Dettes OBSAR (Procédure Collective)	42	56
Emprunt lié au retraitement du contrat de crédit-bail immobilier	107	104
Dettes financières à court terme ⁽¹⁾	11	15
Concours bancaires courants	2 315	3 021
Dettes financières autres	42	44
Total	2 518	3 240

⁽¹⁾ Part à moins d'un an des dettes liées à la procédure collective

5.1.20 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)

	31/12/2012	Dotations	Reprises		30.06.2013
			Consommées	Non consommées	
Provisions pour litiges	98		95	3	0
Provisions pour retraitements et engagements assimilés	314	60	9	0	365
Provisions pour charges	165			165	(0)
Autres provisions	0				0
Total	577	60	104	169	364

Les provisions ci-dessus listées s'analysent ainsi :

- "Provisions pour litiges" : tous les litiges prud'homaux ont été soldés sur le 1^{er} semestre 2013, il n'y a pas d'autres risques connus à ce jour.

o **Provisions pour indemnités de départ en retraite**

Les indemnités de départ à la retraite sont versées en une fois au moment du départ à la retraite à l'initiative du salarié. La charge correspondante est prise en compte dans le résultat sur l'exercice.

- Cette comptabilisation suit les règles détaillées au § 3.16.1.

- La valeur actuelle totale de l'obligation au 30/06/2013 est de 364 K€, elle était de 314 K€ au 31/12/2012.

- Le coût des services rendus durant le 1^{er} semestre 2013 est de 9 K€.

- Le coût financier de la période est égal à zéro.

- Les écarts actuariels pour un montant de 41K€ ont été comptabilisés sur le 1^{er} semestre suite à l'évolution des normes de consolidation. Conformément à la réglementation, cet écart a été imputé directement en capitaux propres.

- Le montant des écarts actuariels comptabilisés dans le compte de résultat de la période est égal à zéro.

- Le montant des prestations servies sur l'exercice est égal à zéro.

Les principales hypothèses retenues au 30/06/2013 et au 31/12/2012 sont les suivantes :

	30/06/2013	31/12/2012
Effectif fin de période	90	92
Engagement envers le personnel comptabilisé	364 K€	314 K€
Taux d'actualisation	3,0 %	3,0 %
Taux de charges sociales	52 %	52 %
Taux d'inflation	0 %	0 %
Taux de progression des salaires	1.3 %	1.3 %
Taux de rotation des salariés non cadres	18-39 ans : 5 %	18-39 ans : 5 %
	40-49 ans : 3 %	40-49 ans : 3 %
	50-65 ans : 0 %	50-65 ans : 0 %
Taux de rotation des salariés cadres	18-39 ans : 5 %	18-39 ans : 5 %
	40-49 ans : 3 %	40-49 ans : 3 %
	50-54 ans : 1 %	50-54 ans : 1 %
	55-59 ans : 0,5%	55-59 ans : 0.5%
	60-65ans : 0%	60-65 ans : 0 %
Ecart actuariels restant à comptabiliser à la clôture	(0) K€	(41) K€
Ajustements liés à l'expérience (en % de l'engagement)	0 %	0 %

Les provisions pour indemnités de départ en retraite concernent uniquement les filiales françaises du Groupe.

5.1.21 Autres dettes courantes

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	31/12/2012
Avances conditionnées (Procédure Collective)	330	0
Dettes sociales et fiscales ⁽²⁾	4 847	5 863
Crédit vendeur (Procédure Collective)	280	276
Produits constatés d'avance	1 252	1 735
Autres ⁽¹⁾	167	918
Total	6 876	8 792

⁽¹⁾ dont 53 K€ de dettes RJ

⁽²⁾ Les dettes sociales et fiscales courantes se détaillent ainsi :

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	31/12/2012
Dettes sociales		
Personnel et comptes rattachés	455	340
Organismes sociaux	1 890	2 392
Dettes sociales (Procédure Collective) – Part à moins d'un an	266	327
Sous-total	2 610	3 058
Dettes fiscales		
TVA - Impôts sur les bénéficiaires	420	613
Autres Impôts et Taxes	889	1 006
Dettes fiscales (Procédure Collective) – Part à moins d'un an	928	1 186
Sous-total	2 237	2 805
TOTAL	4 847	5 863

5.2 COMPTE DE RESULTAT

5.2.1 Achats consommés

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Achats	2 044	1 993	4 306
Variations de stocks	(23)	(78)	24
Autres achats et sous-traitance	1 558	1 440	3 057
Total	3 578	3 355	7 388

5.2.2 Charges de personnel et effectif

○ Tableau d'analyse

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Salaires et traitements	4 206	4 442	8 731
Charges sociales	1 543	1 646	3 207
Total	5 749	6 088	11 938

○ Effectif

	Europe	USA	Total 30/06/2013	Total 31/12/2012	Total 30/06/2012
Direction générale	4	1	5	5	3
Etudes	48	3	51	53	52
Support technique et Installation	61	2	63	64	65
Commerciaux	32	3	35	35	37
Communication/marketing	10	0	10	11	10
Production	40	0	40	38	38
Finances, Juridique et administration	16	1	17	18	21
Qualité/informatique interne/diffusion	5	0	5	6	6
Total	216	10	226	230	232

5.2.3 Charges externes

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Locations immobilières et charges locatives	224	214	437
Sous-traitance et honoraires	670	983	1 585
Publicité et communication	88	79	187
Frais généraux, locations mobilières, entretien et réparations, assurances	199	207	439
Personnel extérieur	0		28
Transports, déplacements, télécommunications	180	211	342
Autres	63	64	142
Total	1 425	1 757	3 161

5.2.4 Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(178)	(55)	(178)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	(362)	(180)	(362)
Dotations aux amortissements	(540)	(235)	(540)
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	(59)	(46)	(48)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(19)	(47)	(86)
Dotations aux provisions et dépréciations	(79)	(93)	(134)
Reprises sur dépréciations des actifs circulants	18	117	117
Reprises sur provisions pour risques et charges	175	40	64
Reprises sur provisions et dépréciations	192	157	181
Total dotations / reprises provisions dépréciations	113	64	48

5.2.5 Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Redevances	(5)	(12)	(23)
Pertes sur créances irrécouvrables	0	(62)	(212)
Crédit Impôt recherche ⁽¹⁾	37		233
Subventions publiques ⁽²⁾	597	279	984
Autres	105	34	138
Total	734	239	1 120

⁽¹⁾ Dont sur 37K€ de CIR S1-2013

⁽²⁾ Dont 551K€ de subvention CloudPort à percevoir sur septembre 2013.

5.2.6 Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Abandons de créances liés au Redressement Judiciaire			3 040
Produits et charges liés aux litiges prud'homaux			
Pénalités, Indemnités Prud'homales et autres	(23)	(91)	(311)
Autres produits et charges opérationnels ⁽¹⁾	255	3 323	3 699
Total	232	3 232	6 428

⁽¹⁾ Dont sur 2012, 3 431 K€ provenant de la liquidation de la filiale Prologue Italie

La définition retenue par le groupe pour la catégorie "Autres produits et charges opérationnels" ne porte que sur les événements dont le caractère est inhabituel, anormal, peu fréquent et dont le montant est particulièrement significatif.

Il a été décidé de faire entrer dans cette catégorie les éléments suivants :

- les ajustements de charges et produits dans le cadre du redressement judiciaire et du plan de continuation validé par le Tribunal de Commerce

- les charges liées aux litiges prud'homaux,
- les charges liées à des indemnités transactionnelles,
- les honoraires relatifs à la renégociation de la dette RJ,

Le choix de ces éléments est motivé par leur caractère inhabituel et permet de les distinguer des autres opérations réellement courantes.

5.2.7 Résultat financier net

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1	4
Intérêts et charges financiers	(10)	(69)	(178)
Charges liés au retraitement du crédit-bail immobilier	(118)	(46)	(91)
Coût de l'endettement net	(128)	(115)	(265)
Dotations et reprises aux amortissements et provisions financières	0	18	18
Gains et Pertes de Changes	(1)	(3)	(3)
Actualisation de la Dette liée au Redressement Judiciaire (*)	(125)	(158)	(3 382)
Autres Produits et Charges Financiers	2	(0)	34
Autres Produits et Charges Financiers	(123)	(143)	(3 333)

(*) L'explication relative à la comptabilisation de cette actualisation est détaillée au § 3.17 "Evaluation des dettes étalées dans le cadre du plan de continuation"

2012 : Coût de l'actualisation important suite à l'extinction de l'option 1 du RJ

5.2.8 Résultat par action

	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
<u>Nombre d'actions</u>			
Nombre d'actions au 1er janvier	8 636 844	8 636 844	4 989 881
Augmentation du capital	3 398 132		1 676 665
Total	12 034 976	8 636 844	6 666 546
<u>Nombre moyen d'actions après effet dilutif</u>			
Nombre moyen pondéré avant effet dilutif	10 213 878	6 264 078	6 666 546
Effet dilutif	7 391 664	3 398 132	
Total	17 605 542	9 662 210	6 666 546
Résultat net (part du Groupe) (K€)	(1 045)	2 001	1 993
Résultat par action (€)	(0,10)	0,32	0,30
Résultat dilué par action (€)	(0,06)	0,21	0,30

6. Informations sectorielles

6.1 Résultat sectoriel par domaine d'expertise

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Logiciels, infrastructures et téléphonie en mode Cloud			
Chiffre d'affaires	2 756	5 286	3 742
Résultat opérationnel courant	(71)	(32)	(59)
Résultat opérationnel	(152)	11	(101)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Ventes de licences, de matériels et de services associés			
Chiffre d'affaires	4 573	10 783	3 804
Résultat opérationnel courant	(341)	(601)	(721)
Résultat opérationnel	(456)	1 017	(825)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Contrats récurrents de support et gestion d'applications et d'infrastructures			
Chiffre d'affaires	2 481	5 366	2 762
Résultat opérationnel courant	(148)	(125)	(223)
Résultat opérationnel	(186)	1 211	(277)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Résultat opérationnel - sortie de périmètre		3 431	3 431

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Total Groupe			
Chiffre d'affaires	9 810	21 435	10 308
Résultat opérationnel courant	(560)	(758)	(1 003)
Résultat opérationnel	(794)	5 670	2 229

6.2 Résultat sectoriel par pays

(en milliers d'euros)

Résultat Groupe par zones géographiques	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Chiffre d'affaires	9 810	10 308	21 435
France	2 697	2 874	5 968
Espagne et autres zones Europe (hors France)	6 766	6 993	14 626
USA	346	440	841
Résultat opérationnel courant	(560)	(1 003)	(758)
France	(747)	(1 095)	(1 334)
Espagne et autres zones Europe (hors France)	150	27	454
USA	37	65	122
Résultat opérationnel	(794)	2 229	5 670
France	(779)	(1 236)	1 729
Espagne et autres zones Europe (hors France)	(52)	(31)	388
Europe autre (sortie de périmètre)	0	65	122
USA	37	3 431	3 431

6.3 Ventilation sectorielle des principaux postes du bilan par métier et par zone géographique

(en milliers d'euros)

Logiciels, infrastructures et téléphonie en mode Cloud	Actifs non courants	Clients et comptes rattachés	Autres créances courantes	Trésorerie et équivalents	Emprunts et dettes financières à court terme	Emprunts et dettes financières long terme	Fournisseurs et comptes rattachés	Autres dettes courantes et non courantes
France	120	44	57	16	25	49	68	332
Europe hors France	2 179	1 113	182	180	868	175	724	404
USA	12	2	2	4	0	0	1	11
Total métier	2 310	1 160	240	200	893	224	793	747

Ventes de licences, de matériels et de services associés cptable+ ajust	Actifs non courants	Clients et comptes rattachés	Autres créances courantes	Trésorerie et équivalents	Emprunts et dettes financières à court terme	Emprunts et dettes financières long terme	Fournisseurs et comptes rattachés	Autres dettes courantes et non courantes
France	1 746	225	810	28	166	883	983	5 408
Europe hors France	2 515	1 277	213	209	994	201	830	463
USA	80	15	11	31	0	0	7	80
Total métier	4 341	1 517	1 034	267	1 160	1 084	1 819	5 950

Contrats récurrents de support et gestion d'applications et d'infrastructures	Actifs non courants	Clients et comptes rattachés	Autres créances courantes	Trésorerie et équivalents	Emprunts et dettes financières à court terme	Emprunts et dettes financières long terme	Fournisseurs et comptes rattachés	Autres dettes courantes et non courantes
France	1 141	173	624	9	108	573	676	4 065
Europe hors France	897	459	75	74	357	72	298	206
USA	137	25	19	53	0	0	11	136
Total métier	2 175	657	717	136	465	645	986	4 407

Total Groupe	Actifs non courants	Clients et comptes rattachés	Autres créances courantes	Trésorerie et équivalents	Emprunts et dettes financières à court terme	Emprunts et dettes financières long terme	Fournisseurs et comptes rattachés	Autres dettes courantes et non courantes
France	3 007	443	1 490	53	299	1 505	1 728	9 805
Europe hors France	5 591	2 849	469	462	2 219	449	1 852	1 073
USA	229	42	32	89	0	0	19	227
Total métier	8 826	3 333	1 991	604	2 518	1 953	3 598	11 104

6.4 Echancier des créances clients par pays

(en milliers d'euros)

Clients	TOTAL	NON ECHUES	TOTAL ECHUES	ECHUES DEPUIS			
				<30 jours	Entre 31 et 90 jours	Entre 91 et 180 jours	> 181 jours
30/06/2013							
France	444	305	139	64	75	0	0
Espagne et autres pays d'Europe	2 845	2 661	185	82	103	0	0
USA	42	0	42	42	0	0	0
Total	3 331	2 965	366	188	178	0	0
31/12/2012	0	0	0	0	0	0	0
France	534	535	0	0	0	0	0
Espagne et autres pays d'Europe	3 059	2 594	465	266	143	56	0
USA	58	0	58	58	0	0	0
Total	3 652	3 129	523	324	143	56	0

7. Facteurs de risques

Les facteurs de risques sont détaillés dans le "Rapport sur les risques", présenté au chapitre 2 en page 12 du rapport financier semestriel.

8. Autres informations

8.1 FLUX DE TRESORERIE : VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
Stocks	(22)	14	(104)
Clients et comptes rattachés	318	785	909
Fournisseurs et comptes rattachés ⁽¹⁾	(417)	(769)	(857)
Autres créances, autres dettes et comptes de régularisation ⁽²⁾	(1 068)	(4 115)	(2 465)
Total	(1 189)	(4 085)	(2 517)

⁽¹⁾ Dont dettes Fournisseurs RJ non actualisées

⁽²⁾ Variation des postes créances et dettes fiscales et sociales, produits constatés d'avance et impôt sur les sociétés hors impôts différés

Variation du poste "Autres créances et dettes"

(en milliers d'euros)

	30.06.2013	31.12.2012	30.06.2012
AUTRES CREANCES			
Avoirs à recevoir & Frs avances acomptes	-4	1	0
Personnel et Organismes sociaux	-12	14	17
TVA déductible	-36	-58	24
Comptes de garantie et réserve Factor	-222	65	-226
Débiteurs divers (dont subventions à recevoir)	6	476	-83
Charges Constatées d'avance	135	57	55
Dépréciations Autres Débiteurs	0	75	75
Total des variations Autres créances	(133)	629	(138)
AUTRES DETTES			
Avances et acomptes reçus	3	0	1
Dettes sociales	(242)	(560)	(1 386)
Dettes sociales RJ	(49)	(2 262)	(601)
Dettes fiscales (dont TVA)	(310)	(475)	(784)
Dettes fiscales RJ (dont TVA)	(213)	64	161
Complément de prix (RJ)	18	(55)	30
Autres dettes	74	(28)	(128)
Autres dettes RJ	1	(8)	4
Produits constatés d'avance	(483)	(144)	100
Total des variations Autres dettes	(1 201)	(3 466)	(2 604)
Variation des autres créances et dettes	(1 068)	(4 095)	(2 465)

8.2 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe au 30 juin 2013 sont les suivants :

Engagements recus :

Néant

Engagements donnés :

Néant

Droits Individuels à la Formation

Les heures capitalisées au titre des droits individuels de formation et non consommées, représentent 7 888 heures au 31 décembre 2012.

Compte tenu de l'avis rendu le 13 octobre 2004 par le comité d'urgence du conseil national de la comptabilité et de la situation de l'entreprise dans ce domaine, aucune provision n'a été constatée au titre de ce droit nouveau créé par la loi du 4 mai 2004. Ces droits concernent les salariés des sociétés françaises Prologue (maison mère) et Imecom SA.

8.3 Evénements postérieurs au 1er semestre 2013

- Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de Prologue du 12 juillet 2013 les comptes annuels et consolidés clos au 31/12/2012 ainsi que les conventions présentées en assemblée ont été approuvés. Monsieur Ramendra Das a été nommé administrateur de la société, en remplacement de la société Contimelec démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2016.

- L'Assemblée générale mixte du 10 septembre 2013, a adopté une réduction du capital d'un montant total de 2 406 995,20 euros pour apurement d'une partie du report à nouveau négatif, par minoration de 0,20 euro de la valeur nominale de chacune des 12 034 976 actions composant actuellement le capital social, laquelle est ainsi ramenée de 1 euro à 0,80 euro.

Au 13 septembre 2013, le conseil d'administration a constaté :

- une réduction du capital de 2 406 995,20 €, réalisée par voie de minoration de la valeur nominale des actions existantes, la quelle a été ramenée de 1,00 € à 0,80 € ;
- une augmentation du capital par exercice de 1 885 080 BSAA supplémentaires.

Au 13 septembre, à la suite de ces deux opérations le capital est porté à 11 136 044,80 €.

- Prologue a déposé début septembre une requête en modification du Plan de continuation dans laquelle il est proposé aux créanciers :

- soit un rééchelonnement sur dix ans du solde de leurs créances,
- soit une conversion en actions Prologue du solde de leurs créances sur la base d'un cours égal à la moyenne des cours de clôture des 60 jours de Bourse précédant la date du jugement sans que ce cours ne puisse représenter une décote de plus de 10% par rapport à la moyenne des cours de clôture des cinq jours de Bourse précédant ladite date de jugement.

8.4 Perspectives d'avenir et continuité d'exploitation

Perspective d'avenir

Au cours des prochains exercices Prologue entend poursuivre les 3 objectifs stratégiques qu'elle s'est fixés :

- Devenir un acteur de référence mondial dans les technologies liées au Cloud Computing et pour lesquelles elle contribue à de nombreux projets de recherche internationaux particulièrement prometteurs. Les premiers produits basés sur ces nouvelles technologies pourraient ainsi être commercialisés au cours du second semestre 2013. Dans le cadre des développements des projets de recherche sur le Cloud, avec une approche Open Source, Prologue est exposé à une communauté internationale qui assure à ses travaux une grande visibilité. Le lancement des services Cloud, résultant de ces projets, bénéficieront de ce momentum (ou de cette avance sur la concurrence), et faciliteront le rôle d'acteur de référence mondial. Par ailleurs, les actions marketing prévues viseront les USA comme marché cible, et qui est reconnu comme étant le marché le plus important et le plus avancé dans ce domaine. Toute reconnaissance par ce marché d'un service innovant, aidera à jouer le rôle mondial en question.

- Accroître sa présence à l'international à travers sa filiale Espagnole Alhambra-Eidos pour offrir à terme une ouverture mondiale à ses produits. Plusieurs projets de croissance externe et de création de filiales sont actuellement à l'étude notamment en Espagne et au Brésil; les projets sont actuellement étudiés avec le concours d'investisseurs espagnols.

- Poursuivre le renforcement de ses ressources pour accélérer la sortie par le haut de son plan de continuation. Le groupe pourrait ainsi annoncer prochainement :

- la mise en place d'une "Equity Facility" lui donnant accès à une levée de fonds potentielle de 1,2 M€ et,
- l'attribution gratuite de BSA pour faciliter une éventuelle augmentation de capital auprès de ses actionnaires.

Continuité de l'exploitation

Compte tenu des éléments postérieurs au 30 juin 2013, l'intégralité des passifs exigibles a été apurée.

Le Groupe estime que son niveau d'activité suffira à financer l'ensemble de ses besoins de fonds de roulement courant, hors échéance du Plan.

Concernant l'échéance de novembre 2013 relative au Plan de continuation qui devrait s'élever à un montant maximum de 1 million d'euros, compte tenu de la position de l'Administration fiscale et dans l'hypothèse où aucun des créanciers n'aurait opté pour une conversion en actions, le Groupe ne dispose pas actuellement des fonds suffisants pour procéder à son paiement. Pour y parvenir, le Groupe recherche activement de nouvelles sources de financement. Il est ainsi, notamment en négociation avancée avec un fonds d'investissement américain pour la signature d'une Equity Line de 1,2 millions d'euros.

Le Groupe prévoit également de mettre en œuvre prochainement une nouvelle attribution gratuite de BSA pouvant faciliter une éventuelle augmentation de capital auprès de ses actionnaires ; à cet égard les actionnaires historiques ont fait savoir à la Direction qu'ils pourraient, comme ils l'ont fait au cours des douze derniers mois et selon les conditions du marché, exercer des bons de souscription existants ou en cours d'émission, à hauteur de 1,5 million d'euros.

Dans le cas où les conditions de marché ne permettraient pas au Groupe de lever les fonds nécessaires au paiement de son échéance de 2013, le Groupe pourrait solliciter auprès du Tribunal son report de 6 à 12 mois, comme il l'a déjà fait par le passé.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société PROLOGUE S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- L'incertitude relative à la "continuité d'exploitation" exposée en annexe :
 - dans le paragraphe introductif de la note 3 intitulée "Résumé des Principes comptables", précisant que le maintien de ce principe de base est subordonné au respect des mesures mises en œuvre et des perspectives d'avenir évoquées en note 8.4.
 - dans la note 8.4. intitulée "Perspective d'avenir et continuité d'exploitation" relative à la présentation des objectifs stratégiques fixés, aux difficultés financières rencontrées au 1er semestre 2013 et aux mesures correctives envisagées pour y remédier.
- La note 3.18 de l'annexe intitulée "Evaluation des dettes étalées dans le cadre du plan de continuation" exposant la présentation qui en a été faite dans les comptes arrêtés au 30 juin 2013.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, le 18 septembre 2013


Christine

Handwritten signature in blue ink, appearing to read 'C Vanhaeverbeke'.

VANHAVERBEKE

B.C.R.H. & Associés

François SORS

Handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. Sors'.

Commissaires aux Comptes

Membres de la Compagnie Régionale de Paris

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, et que le rapport d'activité semestriel présente un tableau fidèle des événements marquants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels ainsi que des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice.

Fait aux Ulis, le 18 septembre 2013

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'G. Seban', with a horizontal line underneath.

Georges SEBAN
Président Directeur Général

26.2. Note complémentaire

Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2013 doivent être lus conjointement avec le rapport financier annuel 2012 et la note complémentaire aux comptes consolidés 2012 incluse à la page 126 du Document de référence R.13-0044 enregistré le 18 septembre 2013 par l'Autorité des marchés financiers.

Affacturation

Les créances affacturées pour 2 370 K€ proviennent entièrement de la France.

Le contrat d'affacturation est conclu sans limitation dans le temps et sans plafond de valeur.

Les principaux impacts de ces contrats d'affacturation au 30 juin 2013 sont les suivants :

Principaux impacts d'affacturation au 30/06/2013	en milliers d'euros
Commissions d'affacturation	35,0
Commissions de financement	13,4
Créances affacturées	703,0
Chiffre d'affaires confié au factor	2 370,0
Garantie Prologue - 10% des créances cédées, seuil mini	80,0
Garantie Imécom - 10% des créances cédées, seuil mini	30,0

Le groupe n'a aucun engagement hors bilan sur son factor.

26.3. Communiqués de presse significatifs

Communiqué de presse : Les Ulis le 13 septembre 2013

AMELIORATION DU RESULTAT OPERATIONNEL COURANT AU 1ER SEMESTRE 2013

AUGMENTATION DE CAPITAL DE 1,9 M€ PAR EXERCICE DE BSAA

Compte de résultat simplifié	2 012			2 013
	12 mois	S2	S1	S1
Chiffre d'affaires	21,4	11,1	10,3	9,8
Résultat opérationnel courant	-0,8	0,0	-1,0	-0,6
Résultat opérationnel	5,7	3,5	2,2	-0,8
Résultat financier	-3,6	-3,3	-0,3	-0,2
<i>dont Coût de l'endettement</i>	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1
Résultat net part du groupe	2,0	0,0	2,0	-1,0

(Comptes arrêtés par le CA du 13 septembre 2013, données consolidées non auditées)

Amélioration du résultat opérationnel courant

Au cours du 1^{er} semestre 2013, le Groupe Prologue a réalisé un chiffre d'affaires de 9,8 M€ contre 10,3 M€ un an plus tôt. Ce léger recul des facturations traduit le succès remporté par les ventes du groupe en mode Cloud et qui progressent sur le semestre de 11,2 % (23,1 % pour la voix sur IP, et 7,6 % pour les SaaS, IaaS et PaaS). Pour rappel, la transformation actuelle du business du groupe vers le Cloud a pour effet mécanique de remplacer le chiffre d'affaires de vente de matériels et de licences traditionnelles réalisé habituellement en une fois (en baisse chez Prologue de 16,8 % sur le semestre) par des formules d'abonnement sur plusieurs années entraînant pendant cette période de mutation une baisse momentanée des volumes globaux facturables annuellement.

En termes de résultat, du fait de la saisonnalité des ventes, le résultat opérationnel courant s'inscrit en perte comme chaque année au 1^{er} semestre. Il s'établit ainsi à -0,56 M€ en amélioration toutefois de 0,44 M€ par rapport au même semestre l'an dernier. Cette bonne tendance est d'autant plus remarquable qu'elle intègre à la fois la mutation vers le *Cloud* et le niveau actuellement très élevé des dépenses supportées par le groupe en R&D et, en déploiement d'Alhambra en France et en Amérique Latine.

Le résultat courant atteint sur le 1^{er} semestre -0,79 M€ contre 2,23 M€ l'an dernier. Pour mémoire, au 1^{er} semestre 2012, le résultat courant avait bénéficié d'un produit exceptionnel de 3,4 M€ lié à la sortie comptable de la filiale Prologue Italy qui n'avait plus d'activité depuis 2001.

Le résultat financier est resté à un niveau comparable à l'an dernier à -0,2 M€. Au final, le résultat net part du groupe s'établit à -1M €.

Sur la seconde partie de l'exercice 2013, le groupe anticipe une nouvelle amélioration de son résultat opérationnel courant.

Augmentation de capital de 1,9 M€ par exercice de BSAA

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 13 septembre 2013 a constaté la réalisation d'une nouvelle augmentation de capital par exercice de BSAA depuis le 8 avril 2013 pour un montant total de 1,9 M€, dont 1,8 M€ depuis le 1 juillet 2013. Ce nouveau renforcement des fonds propres vient accroître de manière significative la trésorerie du groupe qui atteignait déjà 0,6 M€ au 30 juin 2013.

Projet d'attribution gratuite de BSAAR 2020 à tous les actionnaires d'ici le 15 novembre 2013

Afin de remercier l'ensemble de ses actionnaires de leur soutien et de leur confiance dans la stratégie ambitieuse menée par le groupe, le conseil d'administration qui s'est réuni le 13 septembre 2013 a décidé de donner délégation à son Président, M. Georges Seban, pour procéder, pour chaque action détenue le 15 novembre 2013 ou toute date de valeur antérieure qui sera, le cas échéant, communiquée par la société, à l'attribution gratuite d'un BSAAR avec pour principales caractéristiques : un prix d'exercice de 2 euros, une maturité de 7 ans, une parité de 1 pour 1. Seules les détenteurs d'actions Prologue au jour de l'attribution recevront ces BSAAR.

Attribution de Stock-options aux managers espagnols et américains

Le conseil d'administration du 13 septembre a décidé d'attribuer 514 889 stock-options aux employés qui ont des positions de responsabilité au sein d'Alhambra Systems et Grupo Eidos, en Espagne, et d'Imecom Group Inc., aux USA. Ces stock-options seront exerçables à 2 euros à partir du 21 septembre 2016 en fonction de l'atteinte d'objectifs stratégiques.

Projet de modification de plan

Comme annoncé en juin dernier, suite aux discussions menées auprès de ses principaux créanciers (représentant environ 3 M€ sur une dette RJ résiduelle de 6,5 M€), Prologue vient de déposer une requête en modification de son plan de continuation dans laquelle il leur est proposé :

- soit un rééchelonnement sur dix ans du solde de leurs créances,
- soit une conversion en actions Prologue du solde de leurs créances sur la base d'un cours égal à la moyenne des cours de clôture des 60 jours de Bourse précédant la date du jugement sans que ce cours ne puisse représenter une décote de plus de 10% par rapport à la moyenne des cours de clôture des cinq jours de Bourse précédant ladite date de jugement.

Nomination de Najah Naffah au poste de Directeur Général France

Responsable de la Stratégie et du Développement au du groupe Prologue depuis 2011, Najah Naffah est nommé Directeur Général des activités opérationnelles en France. Il dirigera ainsi au sein de Prologue France l'ensemble des activités marketing et commerciales ainsi que les projets de R&D. Cette nomination qui vient renforcer de façon significative la direction en France, va également permettre à Jaime Guevara, le Directeur Général du Groupe, d'intensifier sa présence dans les projets de développement internationaux du groupe.

Najah Naffah est diplômé de l'ESIB Beyrouth, de Telecom ParisTech et possède un Doctorat en Informatique de l'Université Paris 6. Il a commencé sa carrière à l'INRIA, en tant que chercheur sur les réseaux d'ordinateurs et les systèmes de bureautique avancée. Ses travaux ont été couronnés par l'obtention du prix Européen de la recherche. Il rejoint ensuite le Groupe Bull, en tant que VP responsable des applications bureautiques, où il développe et lance des produits innovants de GED, Workflow et multimédia. Il intègre le Groupe Sabre pour créer et diriger sa filiale européenne d'où il lance sur le marché des produits d'optimisation des revenus (YM) utilisés actuellement par les plus grands opérateurs du voyage. Il rejoint enfin EDS/HP, première société mondiale d'Outsourcing, et devient VP pour l'Europe des services BPO (Business Process Outsourcing). En 2010, il crée la société de conseil Naffah Consulting spécialisée dans le BPO et commence à travailler pour Prologue. Il devient responsable de la Stratégie et du Développement de Prologue en 2011 avec pour objectif d'accompagner son déploiement dans le Cloud Computing. Il contribuera ainsi fortement aux projets majeurs du Groupe dans ce domaine et est à l'origine du projet CloudPort.

Projet CloudPort : validation technique de la phase 2 par la DGCIS

Le projet CloudPort vient de recevoir la validation technique de la phase 2 de son programme par les services ministériels de la DGCIS (Direction Générale de la Compétitivité de l'Industrie et des Services).

Le franchissement de cette étape majeure, d'une durée de 10 mois, a notamment permis de présenter dans le Cloud la Place de Marché d'Applications (Applications Marketplace) qui préfigure la nouvelle offre « Use it Cloud » de Prologue. Le projet CloudPort, mené en partenariat avec Télécom SudParis, la société CityPassenger, le groupe MASSA et avec la participation des MINES ParisTech, peut désormais entrer dans sa 3^{ème} et dernière phase de développement.

En termes de financement, la validation de la phase 2 a également permis à Prologue de percevoir 339 K€ au titre des travaux déjà effectués.

A propos de CloudPort, Najah Naffah, le DG de Prologue en France déclare : *"La validation de la phase 2 par la DGCIS est essentielle dans la concrétisation de l'offre « Use it Cloud ». Le passage en phase 3 apportera une Place de Marché enrichie d'applications nouvelles, sécurisée et permettant l'accès à partir de terminaux divers (fixes et mobiles). Le tout reposant sur un socle de gestion multi-Cloud issu du projet Open Source CompatibleOne."*

RAPPEL SUR CLOUDPORT

Présenté par Prologue, le programme CloudPort a été sélectionné par le Ministère de l'Industrie en décembre dernier dans le cadre des investissements d'avenir pour un montant de 3,4 M€. Ce projet ambitieux de R&D a pour but de développer une plateforme logicielle permettant aux entreprises de migrer sans risque leurs applications existantes vers le Cloud avec une garantie de sécurité, d'interopérabilité entre Clouds (privés ou publics) et de réversibilité.

Les entreprises clientes pourront développer et exploiter les applications en mode SaaS (Software as a Service) et répondre ainsi à l'attente d'un marché en pleine croissance.

La plateforme CloudPort est bâtie sur une technologie étroitement liée aux résultats du projet de recherche Compatible One (www.compatibleone.org) auquel Prologue contribue d'une façon significative. En termes de réalisation, le projet CloudPort est le fruit d'une collaboration étroite entre des partenaires issus du monde industriel et académique réunis au sein d'un consortium dont Prologue est le chef de file et qui regroupe les laboratoires de recherche de l'Institut Télécom MINES ParisTech, la société CityPassenger et, le groupe MASSA qui est en charge des différents cas d'usage.

Avec CloudPort, Prologue a pour ambition, de développer un écosystème dynamique de partenaires qui pourront élaborer autour de ces technologies des solutions efficaces et sécurisées de migration d'applications métiers vers le Cloud et par la suite, d'assurer leur exploitation en mode SaaS. Prologue a estimé, en accord avec le Ministère de l'Industrie, le marché potentiel pour ce type de technologies à plusieurs centaines de millions d'euros par an dans le monde d'ici 2015.

Avis de suspension de la faculté d'exercice des BSAA 2019 à partir du 20 novembre 2013

Dans le cadre de l'attribution gratuite de BSAAR 2020 à l'ensemble de ses actionnaires en vertu d'une note d'opération déposée auprès de l'AMF pour demande de visa, le groupe Prologue procédera, précédemment à celle-ci, à la suspension momentanée de la faculté d'exercice des BSAA 2019 (FR0011198175 – PROBS) existants conformément aux dispositions de la clause 4.2.7.5 de la note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 12-097 en date du 29 février 2012.

Afin de ne pas pénaliser les porteurs de BSAA 2019 qui n'auraient pas encore exercé leurs bons et qui souhaiteraient bénéficier de cette attribution gratuite, la suspension prendra effet le **20 novembre 2013 à minuit**. Ces porteurs devront donc impérativement avoir procédé à l'exercice de leurs BSAA 2019 avant le **20 novembre 2013 à 17h** conformément aux dispositions de la clause 4.2.7.3 de la note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 12-097 en date du 29 février 2012.

La date d'attribution des BSAA 2020, prévue initialement le 15 novembre, est de ce fait reportée de quelques jours et sera communiquée au marché par le communiqué de lancement de l'opération **à la suite de l'obtention du visa auprès de l'AMF**.

L'avis de suspension de la faculté d'exercice des BSAA 2019 (FR0011198175 – PROBS) paraîtra au BALO (Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires) le 13 novembre 2013.

Poursuite de la croissance de l'activité Cloud Computing au 3e trimestre
Nouveau renforcement des fonds propres de 3,9 M€

Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre consolidé en M€	T3 2012	T3 2013	Δ
Logiciels, infrastructures et téléphonie en mode Cloud	1,37	1,44	5,5%
Vente de licences, de matériels et de services associés	2,55	2,23	-12,3%
Autres activités de service	1,25	1,14	-9,2%
Total	5,17	4,81	-6,8%

(Données non auditées)

PROGRESSION DE 5,5% DES ACTIVITES EN MODE CLOUD

Au cours du 3^{ème} trimestre 2013, le groupe Prologue a enregistré un chiffre d'affaires de 4,81 M€ contre 5,17 M€ l'année précédente. Tout comme les trimestres précédents, le léger recul des facturations est en phase avec la croissance des ventes des activités en mode Cloud qui progressent de 5,5% sur le trimestre. Pour rappel, la transformation actuelle du business du groupe vers le Cloud a pour effet mécanique de remplacer le chiffre d'affaires de licences réalisé habituellement en une fois (en baisse chez Prologue de 12,3% au T3 2013) par des formules d'abonnement sur plusieurs années, entraînant pendant cette période de mutation, une baisse momentanée des volumes globaux de facturables sur la période.

Cette mutation est particulièrement sensible en France avec une baisse faciale de ventes de -26,3% sur le 3^{ème} trimestre.

CA consolidé / zone géographique en M€	T3 2012	T3 2013	Δ
Espagne	3,39	3,47	+2,6%
France	1,54	1,13	-26,3%
Etats Unis+ reste du monde	0,25	0,21	-15,0%
Total	5,17	4,81	-6,8%

(Données non auditées)

A noter que la variation enregistrée aux Etats-Unis n'est pas significative, les montants considérés sur le 3^{ème} trimestre étant très faibles.

Chiffre d'affaires consolidé en M€	2012	2013	Δ
1 ^{er} trimestre	5,42	5,06	-6,7%
2 ^{ème} trimestre	4,88	4,78	-2,2%
3 ^{ème} trimestre	5,17	4,81	-6,8%
Total 9 mois	15,48	14,62	-5,5%

(Données non auditées)

Nouveau renforcement des fonds propres de 3,9 M€

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 14 novembre 2013 a constaté la réalisation d'une augmentation de capital par exercice de BSAA pour un montant total de 3,9 M€ depuis le 13 septembre 2013. Le capital de Prologue atteint désormais 14,3 M€.

Une stratégie d'investissement soutenue

Ce nouveau renforcement des fonds propres confirme le soutien financier apporté par les actionnaires à la stratégie industrielle déployée depuis 3 ans par Prologue dans les domaines porteurs du Cloud Computing.

Les moyens financiers supplémentaires apportés ainsi à Prologue depuis plusieurs mois, lui permettent d'accroître encore ses efforts de R&D sur le second semestre afin d'accélérer la sortie de ses nouveaux produits basés sur les résultats de projets de recherche Compatible One et CloudPort.

En termes de résultat et en intégrant cette hausse des investissements, Prologue entend malgré tout enregistrer au second semestre 2013 un résultat opérationnel en amélioration par rapport au 1^{er} semestre.

Emission de BSSAR 2020

Pour rappel, dans le cadre de la prochaine attribution gratuite de BSAAR de prix d'exercice de 2 €, de parité 1 pour 1 et de maturité 7 ans à l'ensemble de ses actionnaires, Prologue procédera le 20 novembre 2013, précédemment à celle-ci, à la suspension momentanée de la faculté d'exercice des BSAA 2019 (FR0011198175 – PROBS). La date d'attribution des BSAA 2020, prévue initialement le 15 novembre, est de ce fait reportée de quelques jours et sera communiquée au marché par le communiqué de lancement de l'opération à la suite de l'obtention du visa auprès de l'AMF.

26.4. Glossaire

Cloud privé / cloud public : Un Cloud est défini comme un ensemble de ressources informatiques (ordinateurs, mémoires, stockages, réseaux, applications et outils de développements, qui sont regroupées dans des couches qu'on appelle aussi IaaS, PaaS, SaaS) et qui sont mises à la disposition de l'utilisateur sous forme d'abonnement qui les exploite en self-service et à la demande. Le Cloud est dit **privé** lorsque ces ressources appartiennent à l'entreprise et sont mises à la disposition exclusive des employés de l'entreprise. Alors que dans le cas d'un Cloud **public**, les ressources sont gérées par un opérateur indépendant qui met à la disposition de toutes les entreprises ces ressources.

Cloudware : Expression qui décrit un ensemble logiciel permettant de créer, de déployer, d'exécuter et de gérer des applications dans une informatique en nuage (Cloud).

Dématérialisation : Consiste à remplacer des supports matériels tels que le papier (courriers, factures, bordereaux divers, commandes, avoirs, etc.) par des documents au format numérique afin de les échanger avec divers organismes (administrations, clients, fournisseurs,...) sous cette forme.

GED : Gestion Electronique de Document, désigne un procédé informatisé visant à organiser et gérer des informations et des documents au sein d'une organisation. Le terme GED désigne également les logiciels permettant la gestion de ces contenus documentaires.

Multi-utilisation : Principe d'un système permettant à plusieurs utilisateurs d'utiliser une ou plusieurs applications simultanément, par opposition à mono utilisation, un seul utilisateur par application.

SEPA (Single Euro Payments Area): S'inscrivant dans le sillage de la monnaie unique, le SEPA permettra à toutes les personnes possédant un compte bancaire en Europe d'effectuer des paiements en bénéficiant de conditions et de moyens standardisés.

Use it Flow : Moteur multinormes multi protocoles permettant la transformation et le routage de documents dématérialisés (numériques), à l'usage des leaders de la grande distribution et de leurs fournisseurs, des bailleurs, des banques, Produit de la gamme Use it disponible dans les environnements Linux et Windows, en mode licence ou en SAAS.

Virtualisation : Principe qui consiste, via une couche d'abstraction matérielle et/ou logicielle à faire fonctionner plusieurs systèmes d'exploitation ou applications sur un ou plusieurs serveurs L'abstraction apporte la souplesse dans la gestion et le déploiement des machines ou applications.

Web FSE : Produit logiciel permettant d'intégrer aux applications et solution de santé la gestion des [feuilles de soins électroniques](#) au format SESAM-Vitale 1.40. Cette offre Prologue permet de simplifier l'intégration logicielle et de réduire le processus d'homologation de l'application résultante. Prologue propose un accompagnement à l'intégration.

CTI : Le Couplage Téléphonie-Informatique est un ensemble de techniques permettant de faire fonctionner ensemble des applications informatiques et des dispositifs ou équipements téléphoniques. En général ces dispositifs sont utilisés dans des applications de gestion de la relation clients (CRM) où ils permettent de relier un centre d'appel au système informatique (appel direct du correspondant à partir d'une fiche "client", ou accès direct à la fiche "client" à partir d'un appel entrant d'un correspondant).

ERP : l'Entreprise Resource Planning ou Progiciel de Gestion Intégré, est un logiciel, destiné à une organisation, qui regroupe en un seul système informatique centralisé les moyens d'assurer une gestion intégrée de l'ensemble des fonctions de l'entreprise.

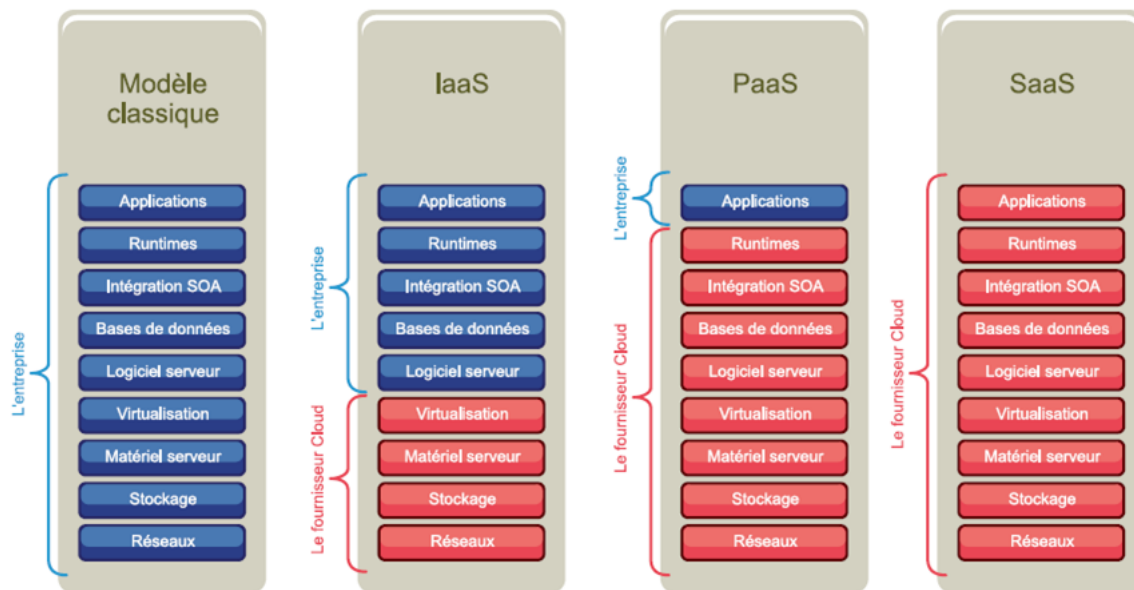
CRM : Le Customer Relationship Management ou la Gestion de la Relation Client (GRC) est un ensemble d'outils et techniques permettant de capter, de centraliser, de traiter et d'analyser les informations relatives ou clients ou prospect. Ces outils permettent d'avoir un suivi client complet et à jour afin de fidéliser la relation fournisseur-client et d'offrir ainsi un meilleur service. Ces techniques sont utilisées dans la vente, dans le marketing et dans les services.

Brokering (plateforme de brokering) : Le brokering est une activité de courtage, dans les projets clouds cette activité peut être traitée par un ensemble informatique (portail applicatif + plateforme technique) mettant en relations plusieurs Clouds publics et permettant ainsi de proposer à l'utilisateur (le client), de déployer ou d'utiliser des applications sur un large choix de systèmes au meilleur tarif et en fonction de ses critères (localisations, services proposés, tarifs, ...). Cette plateforme propose ainsi, au travers d'un accès unique, l'accès à un grand nombre de solutions possibles.

Open source : La désignation open source, ou "code source ouvert", s'applique aux logiciels dont la licence respecte des critères précisément établis par l'Open Source Initiative, c'est-à-dire les possibilités de libre redistribution, d'accès au code source de créer des travaux dérivés.

SaaS – PaaS – IaaS : Ce sont les 3 principales déclinaisons des services proposés en mode Cloud. Le SaaS "ou Software as a Service" étant le plus connu, il permet d'acheter et d'utiliser du logiciel pendant la durée d'utilisation souhaitée, les applications sont uniquement facturées à l'usage qui en est fait (le mode SaaS comme le présente le schéma ci-après intègre l'ensemble des composants nécessaires à l'exécution de l'application). Le principe est le même, pour le PaaS et le IaaS qui sont respectivement Platform as a Service et Infrastructure as a Service. Le PaaS pouvant par exemple représenté « un ensemble logiciel utilisé pour construire de applications en mode SaaS (le schéma présente l'ensemble des outils permettant d'exécuter l'application).

Alors que le IaaS, se contente de proposer uniquement, l'usage d'infrastructure d'exécution telle que des machines virtuelles et les moyens télécoms d'accès. Les plateformes IaaS intègrent généralement les systèmes d'exploitation tels que Linux et Windows.



EDI : L'échange de Données Informatisées désigne l'échange d'informations (messages standardisés) entre deux entités. L'EDI vise l'économie et la fiabilité en réalisant l'automatisation des processus, la réduction des temps d'acheminement, la diminution de flux papier, la réduction de l'intervention humaine dans le traitement de l'information et l'intégration directe des données d'applications à applications. L'EDI d'abord utilisé dans les relations fournisseurs, clients, banque et en particulier dans la grande distribution, s'est implanté dans de nombreux secteurs d'activité. L'EDI s'appuie sur plusieurs normes qui concernent les formats et les protocoles d'échange, et sur des organismes de certification.

TMA : La Tierce Maintenance Applicative consiste, pour une entreprise, à confier l'infogérance d'une ou plusieurs applications à une entreprise externe spécialisée. L'entreprise établit un contrat pour maintenir en condition opérationnelle son ou ses applications et définit la qualité de service (SLA) qui régit ce contrat. Le recours à la TMA permet entre autres de maîtriser et réduire les coûts de maintenance (meilleure maîtrise des budgets).

Application Market Place : L'Application Market Place est une place de marché présentée sous la forme d'une application informatique Web (portail) qui propose un panel d'applications (génériques, classées par genre ou ciblant des domaines verticaux précis), permettant à une entreprise ou un particulier d'acheter et d'utiliser une ou plusieurs applications sans recourir à plusieurs fournisseurs.

Software factories : Les "software factories" sont des usines logicielles qui permettent d'automatiser toute la gestion du cycle de vie d'une application informatique (de la conception à la maintenance), elles permettent de faire travailler plusieurs équipes (distantes ou non) sur un même projet, et permettent d'avoir une vue globale et centralisée de l'avancement des projets, elles facilitent la production en mode collaboratif.

Cloud hybride : Selon le NIST (National Institute of Standards and Technology) le Cloud computing est l'accès via un réseau de télécommunications, à la demande et en libre-service, à des ressources informatiques partagées configurables. Le cloud public s'appuie sur une infrastructure externe à l'entreprise et mutualisée, le cloud privé s'appuie sur une infrastructure dédiée et souvent interne. Le Cloud hybride peut être un bon compromis et permettre de prendre le meilleur des deux mondes, il permet de faire fonctionner ensemble ou de répartir des applications sur des clouds dits publics et des clouds privés.

Workflow : Un système de Workflow est une application qui permet de décrire et de gérer les flux d'informations et les tâches (processus métiers en général) au sein d'une organisation ou d'un service. Le système de Workflow automatise et facilite donc les échanges, les prises de décision, et la circulation de l'information, il permet d'avoir une vue globale ou partielle instantanée des flux qui concernent l'organisation ou un service.